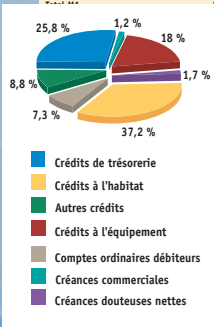




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
M4							
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 148 - Statistiques au 30/09/2011

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	20
5.1. Les risques sectoriels	20
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique mondial incertain

La croissance de l'économie mondiale reste modeste au 3^e trimestre 2011, notamment dans les pays avancés. Le contexte économique est incertain, avec l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro et la forte volatilité des marchés financiers et boursiers.

Au troisième trimestre, la croissance américaine atteint 0,6 %, tirée par les investissements qui connaissent leur plus forte progression depuis le 2^e trimestre 2010, alors que la croissance de la consommation et des stocks est modérée et que les dépenses publiques sont désormais en légère baisse.

En Asie, la croissance japonaise s'établit à 1,5 %, après trois trimestres de contraction. Cette croissance est partiellement liée à un rebond après le séisme. En effet, outre les pertes humaines, le séisme avait détruit ou endommagé certaines infrastructures et usines et rompu les chaînes d'approvisionnement des entreprises. La Chine affiche une croissance de 2,3 % au 3^e trimestre, comparable à celle du trimestre précédent, mais en repli par rapport aux niveaux de 2010.

La croissance de la zone euro reste faible, à 0,2 % au 3^e trimestre. L'Allemagne et la France contribuent fortement à la croissance de la zone, puisque l'économie allemande voit son activité progresser de 0,5 % et celle de la France de 0,4 %. Les perspectives de croissance pour les prochains mois sont cependant incertaines, en raison des plans d'austérité que certains pays sont contraints d'adopter en réaction à la croissance de leurs coûts de refinancement sur les marchés obligataires.

En matière de politique monétaire, la BCE a abaissé de 25 points de base son principal taux directeur à 1,25 %, le 3 novembre, et à 1 % le 8 décembre. La FED maintient pour sa part son principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

S'agissant de la dette souveraine des pays de la zone euro, l'importance des ventes sur le marché secondaire a contribué au renchérissement du coût des emprunts des Etats en difficulté. Le Premier ministre grec a été contraint à la démission, le 9 novembre, de même que le Président du Conseil italien, le 12. Fin novembre, l'agence de notation Moody's a averti que l'aggravation de la crise de la dette dans la zone euro constituait une menace pour les notes de solvabilité de l'ensemble des pays européens.

En réponse à ces turbulences, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé le 30 novembre de renforcer les capacités du Fonds européen de stabilité financière, à un niveau qui reste toutefois à déterminer. Ils ont également décidé d'examiner la possibilité d'une augmentation des ressources du FMI au travers d'une part, de prêts bilatéraux accordés par des Etats de la zone euro, et d'autre part par des prêts de la BCE. Le 9 décembre lors du sommet européen de Bruxelles, 23 des 27 Etats de l'Union Européenne ont accepté le principe d'un accord sur la stabilité financière, les Etats s'engageant à respecter la discipline budgétaire qui sera inscrite dans les constitutions nationales.

Sur les marchés, les cours des matières premières et du pétrole ont interrompu leur envolée, affectés par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et les tensions financières en Europe, et connaissent des chutes respectives de 3,2 % et 2,8 % au cours du 3^e trimestre. Parallèlement, la crise des dettes souveraines alimente l'inquiétude des marchés et accentue la baisse des indices boursiers.

Une économie calédonienne qui présente quelques signes de ralentissement

Le repli de la conjoncture observé au trimestre précédent se poursuit et l'activité économique marque le pas pour la première fois depuis un an. Toutefois, ce ralentissement est encore suffisamment limité pour ne pas se traduire par une franche détérioration des principaux agrégats économiques d'autant que les secteurs économiques dépendants de la demande externe (nickel et tourisme) demeurent encore bien orientés. Si la consommation des ménages montre quelques signes d'essoufflement, l'investissement des agents économiques continue de progresser dans son ensemble, même si les prévisions à un an sont prudentes.

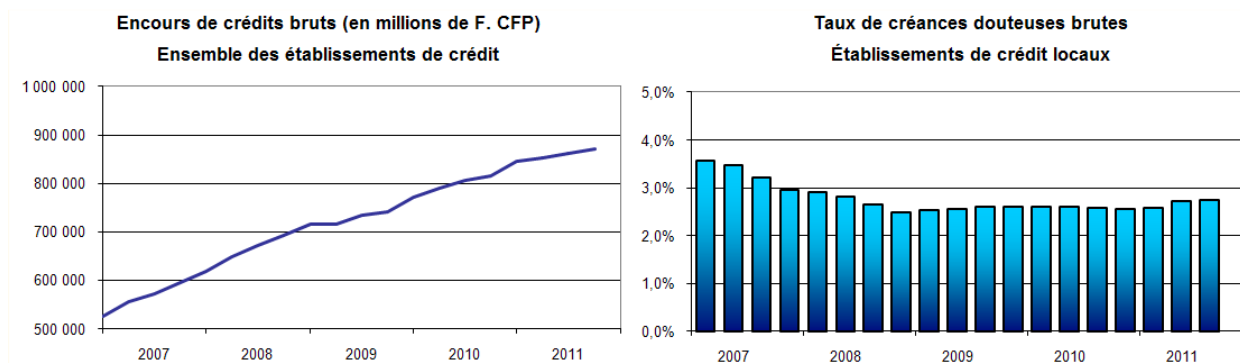
Conjoncture financière et bancaire

Une activité bancaire qui reste bien orientée ...

La conjoncture monétaire et financière du troisième trimestre 2011 s'inscrit dans la continuité du trimestre précédent avec une progression modérée des encours de crédit, mais un rythme de croissance soutenu sur un an :

- l'encours de crédits sains de l'ensemble des établissements de crédit se maintient sur le troisième trimestre 2011 (+1,1 %) et atteint +6,7 % sur un an. La progression des encours des entreprises et des collectivités sur le trimestre (+0,6 % et +0,2 % respectivement) est moins marquée que celle de l'encours des ménages (+2,0 %) ;
- les encours sains des établissements de crédit locaux poursuivent leur progression (+1,2 % au troisième trimestre ; +6,9 % sur un an), en raison notamment de la croissance des encours des crédits d'investissement des entreprises (+2,0 % ; +4,6 % sur un an) et des crédits à l'habitat des ménages (+1,6 % sur le trimestre ; +8,3 % sur un an) ;
- les crédits à la consommation des ménages (+3,3 %) octroyés par les établissements locaux sont bien orientés, soutenus par les crédits de trésorerie (+5,2 %), alors que l'encours des crédits d'exploitation des entreprises s'infléchit (- 3,1 %) ;
- la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste saine, avec un taux de créances douteuses brutes stable à 2,7 %.

L'activité de collecte se redresse avec une progression de 0,7 % au troisième trimestre (après -2,4 % au trimestre précédent), en raison de la nette progression des dépôts à vue (+3,6 %).



... avec cependant des résultats contrastés selon les établissements de crédit

Dans le détail, la situation doit être nuancée selon les catégories d'établissements de crédit.

Ainsi, la croissance de l'encours de crédits portée par les établissements situés hors zone d'émission (27 % du total de l'encours) a nettement ralenti sur les douze derniers mois (+6,8 %, contre + 17,4 % entre septembre 2009 et septembre 2010).

Parallèlement, les banques FBF de la place (69 % du total de l'encours) affichent un maintien de leur activité de crédit sur la même période (+8 % contre +8,2 % sur les douze mois de la période précédente). Elles ont notamment bénéficié du dynamisme de la demande des ménages en matière de crédits à l'habitat (+8,3 %) et de la demande de financement des entreprises (+6,1 % dont +5,8 % pour les crédits d'investissement).

Parallèlement, les sociétés financières de la place (4 % du total de l'encours) présentent, depuis plusieurs trimestres déjà, une baisse régulière de leur volume d'activité. Leur encours diminue ainsi de 7,9 % sur les douze derniers mois, conséquence notamment du recul des financements sous forme de crédit-bail.

Les crédits aux entreprises demeurent bien orientés

La croissance de l'encours de crédits aux entreprises octroyés par l'ensemble des établissements de crédit reste modérée au troisième trimestre 2011 (+0,6 % après +0,8 % au trimestre précédent).

Ainsi, la progression de l'encours des crédits d'investissement se maintient (+1,4 % sur le trimestre) tandis que la demande de financement des besoins d'exploitation ralentit (-3,1% contre +1,2 % le trimestre précédent), du fait du recul des comptes ordinaires débiteurs (-11,2 %). Sur douze mois, la demande de financement des entreprises reste soutenue (+ 4,9 %) avec des hausses respectives de +5,1 % et +4 % pour les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement.

Au plan sectoriel, le secteur des activités immobilières explique l'essentiel de l'augmentation de l'endettement des entreprises sur les douze derniers mois. Ce dernier, qui concentre un tiers des engagements en faveur des entreprises, affiche une progression de son encours de 9,1 % en glissement annuel. Les concours bancaires en faveur du secteur de la construction (15 % des engagements totaux des entreprises) sont, pour leur part, en léger repli sur la période sous revue (-1,5 %). Enfin, l'endettement du secteur du commerce (14 % des engagements en faveur des entreprises) augmente de 6,6 %.

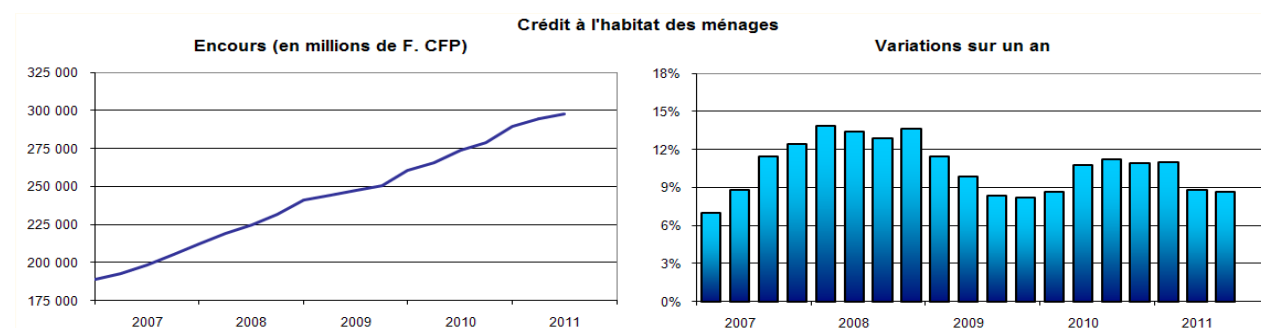
Une conjoncture toujours favorable pour les crédits aux ménages

La demande de financement des ménages s'accélère au troisième trimestre 2011 (+2 %, après +1,2 % au trimestre précédent). Sur douze mois, la hausse de l'encours des ménages est significative et atteint +8,2 %.

L'encours des crédits à l'habitat des ménages, principale composante de l'endettement des particuliers (80 %) se révèle légèrement plus dynamique qu'au trimestre précédent (+1,7 % contre +1 %). Sur douze mois, la hausse ressort à +8,6 %, mais marque un ralentissement par rapport à la période précédente (+11,2 % entre septembre 2009 et septembre 2010). Cette évolution se retrouve en termes d'octrois avec un volume distribué depuis le début de l'année 2011 inférieur à celui des neuf premiers mois de l'année 2010 (-1,9 %).

La croissance des crédits à la consommation reste également favorablement orientée (+2,6 % sur le trimestre ; +4,9 % sur un an), du fait notamment de la progression de l'encours des crédits de trésorerie (+4 % sur le trimestre, +7,1 % sur un an).

Toutefois la vulnérabilité des ménages se détériore ce trimestre : les incidents de paiement sur chèques et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmentent respectivement de 10 % et 1 % par rapport au trimestre précédent tandis que les décisions de retrait de cartes bancaires se stabilisent.



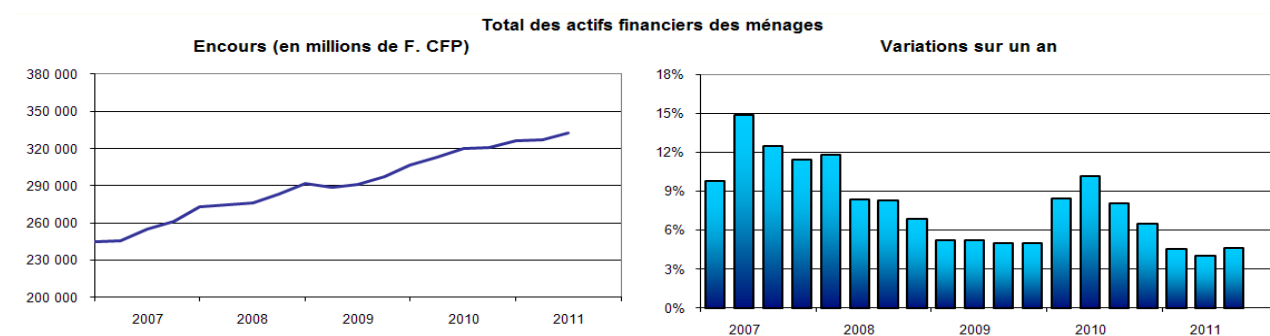
Parallèlement, les ménages continuent d'épargner

Sur le troisième trimestre de l'année, l'activité de collecte des établissements locaux auprès des ménages ressort en légère hausse de 0,9 %. Dans le détail, l'augmentation des liquidités -dépôts à vue pour

Conjoncture financière et bancaire

l'essentiel - se révèle moins marquée que celle des placements à court terme¹ (respectivement +1,1 % et +1,6 %), alors que les placements à long terme² sont relativement stables (-0,2 %).

Sur douze mois, les ménages affichent une progression de 4,6 % de leurs actifs financiers. L'encours des dépôts à vue augmente de 7,7 %, contre +6,5 % pour l'épargne à long terme (dont +8,3 % pour l'encours des contrats d'assurance-vie) et seulement +1 % pour les placements à court terme. Le niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, rend moins attractive la rémunération des placements indexés : l'encours des placements indexés sur les taux du marché, diminue ainsi de -17,7 % sur un an. En revanche, l'encours des comptes sur livrets s'affiche en hausse de 10,3 %, bénéficiant du relèvement du taux de rémunération, de 2 % à 2,25%, du Livret A depuis le 1^{er} août 2011.

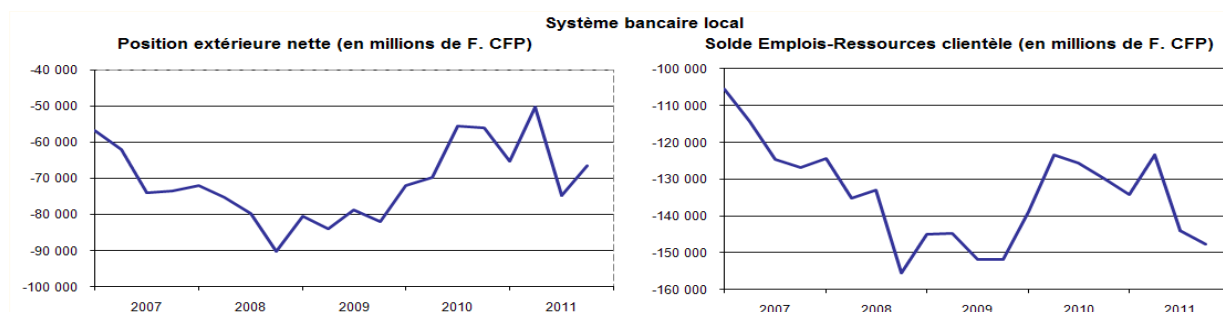


L'activité de collecte des établissements locaux auprès des entreprises est bien orientée avec une augmentation de 2 % des actifs financiers sur le trimestre, portée par les dépôts à vue (+8,1 %) alors que l'encours des comptes à terme se replie (-4,3 %). Sur douze mois, les actifs financiers des entreprises ressortent en hausse de 5 % dont +5,6 % pour les dépôts à vue et +4,4 % pour les comptes à terme.

Sur un an, la masse monétaire continue de progresser, contrairement au solde emplois/ressources des établissements financiers locaux qui se dégrade

La masse monétaire (M3) s'accroît de 1,1 % au troisième trimestre en liaison notamment avec l'augmentation des dépôts à vue (+3,6 %). Au final, sur les douze derniers mois, la croissance de M3 ressort à +5,6 %, contre +15 % sur les douze mois de la période précédente.

La progression de l'activité de collecte ayant été moins marquée que celle de l'activité de crédit (respectivement +0,9 % contre +1,2 %), le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle de 3,5 milliards de F CFP. Néanmoins, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit *in fine* de 8,2 milliards de F CFP, pour s'établir à -67 milliards de F CFP au 30 septembre 2011, après un accroissement de 24,5 milliards de F CFP le trimestre précédent.



¹ Comptes sur livrets, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.

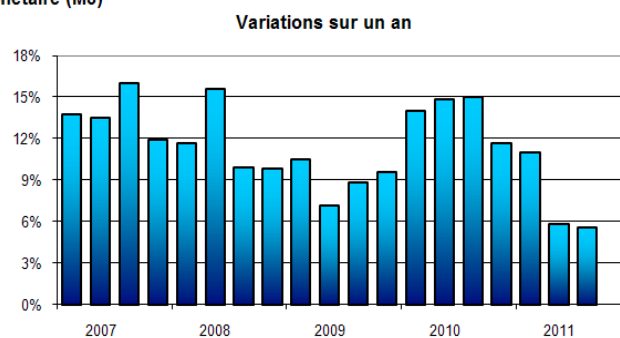
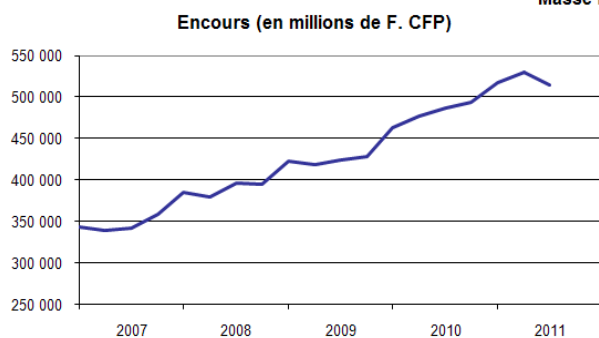
² PEL, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie, etc.

2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

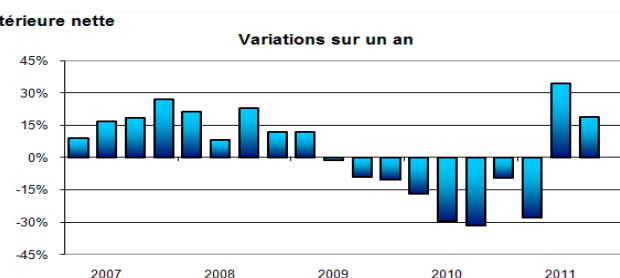
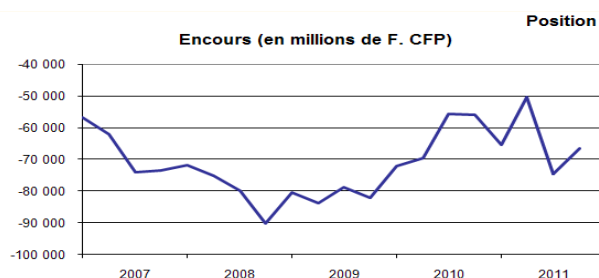
Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 247	11 938	12 266	12 896	13 562	14 666	13 733	14 070	14 553	3,4%	7,3%
Billets	9 988	10 585	10 840	11 386	11 997	13 068	12 129	12 448	12 899	3,6%	7,5%
Pièces	1 259	1 353	1 426	1 510	1 565	1 598	1 604	1 622	1 654	2,0%	5,7%
Dépôts à vue	141 544	163 440	167 969	185 120	218 389	245 223	238 141	221 270	229 275	3,6%	5,0%
TOTAL M1	152 791	175 378	180 235	198 016	231 951	259 889	251 874	235 340	243 828	3,6%	5,1%
M2-M1	64 086	66 721	72 140	86 672	90 542	93 205	95 350	97 580	99 793	2,3%	10,2%
Comptes sur livrets	63 249	65 958	71 431	85 975	89 864	92 529	94 677	96 922	99 155	2,3%	10,3%
Comptes épargne logement	837	763	709	697	678	676	673	658	638	-3,0%	-5,9%
TOTAL M2	216 877	242 099	252 375	284 688	322 493	353 094	347 224	332 920	343 621	3,2%	6,6%
M3-M2	92 426	116 682	141 908	144 306	170 876	163 887	182 826	182 312	177 216	-2,8%	3,7%
Dépôts à terme	91 662	116 024	141 401	143 934	170 717	163 732	182 678	182 176	177 080	-2,8%	3,7%
Bons de caisse	764	658	507	372	159	155	148	136	136	0,0%	-14,5%
Total M3	309 303	358 781	394 283	428 994	493 369	516 981	530 050	515 232	520 837	1,1%	5,6%
P1	6 149	5 291	4 499	4 164	4 022	4 004	4 019	3 991	3 899	-2,3%	-3,1%
Plans d'épargne logement	6 107	5 241	4 441	4 099	3 952	3 935	3 951	3 889	3 798	-2,3%	-3,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	42	50	58	65	70	69	68	102	101	-1,0%	44,3%
M3+P1	315 452	364 072	398 782	433 158	497 391	520 985	534 069	519 223	524 736	1,1%	5,5%

Masse monétaire (M3)



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

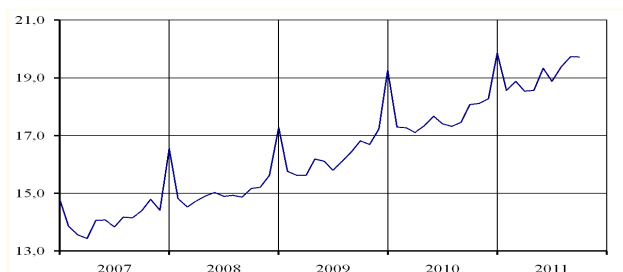
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	82 216	91 441	86 911	86 645	113 605	107 355	114 720	96 190	106 539	10,8%	-6,2%
Institut d'émission	22 838	24 616	15 689	24 318	34 035	35 454	30 706	31 293	30 718	-1,8%	-9,7%
Etablissements de crédit	59 378	66 825	71 222	62 327	79 570	71 901	84 014	64 897	75 821	16,8%	-4,7%
Créances du Trésor public	12 380	13 733	14 405	16 038	16 080	17 077	17 233	17 401	17 856	2,6%	11,0%
Concours sur ressources monétaires	214 707	253 607	292 967	326 311	363 684	392 549	398 097	401 641	396 442	-1,3%	9,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	405 709	461 427	523 362	550 694	591 482	616 830	620 199	625 436	633 145	1,2%	7,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	191 002	207 820	230 395	224 383	227 798	224 281	222 102	223 795	236 703	5,8%	3,9%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	38 907	42 154	47 451	49 928	52 165	50 461	50 260	53 561	53 288	-0,5%	2,2%
Provisions sur créances douteuses	10 165	9 998	10 086	10 153	10 609	10 826	11 001	11 135	11 280	1,3%	6,3%
Engagements hors zone d'émission	121 478	140 330	161 502	144 380	135 658	137 210	134 303	139 652	142 349	1,9%	4,9%
Epargne contractuelle	6 149	5 291	4 500	4 164	4 021	4 004	4 019	3 991	3 899	-2,3%	-3,0%
Divers	14 303	10 047	6 856	15 758	25 345	21 780	22 519	15 456	25 887	67,5%	2,1%
Total M3	309 303	358 781	394 283	428 994	493 369	516 981	530 050	515 232	520 837	1,1%	5,6%
Position extérieure nette	-62 100	-73 505	-90 280	-82 053	-56 088	-65 309	-50 289	-74 755	-66 528	-11,0%	18,6%



2.3 La circulation fiduciaire

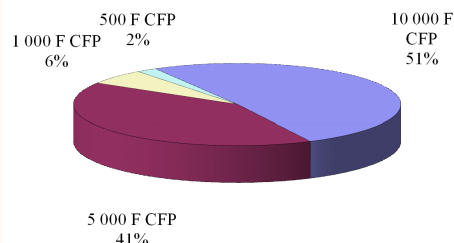
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2011

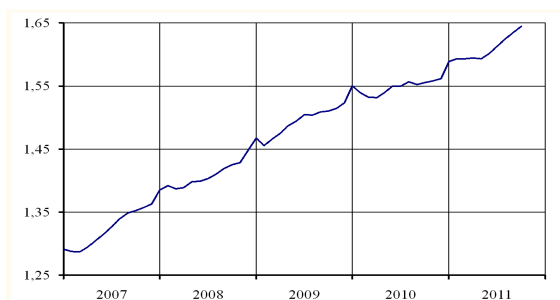


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
En nombre	3 651 855	3 827 282	3 931 530	4 208 102	4 305 485	4 725 277	4 333 965	4 426 910	4 632 790	4,7%	7,6%	
10 000 F CFP	587 335	657 683	712 363	812 334	899 524	982 808	937 084	959 921	1 007 194	4,9%	12,0%	
5 000 F CFP	1 191 874	1 270 560	1 312 207	1 429 141	1 512 474	1 667 236	1 535 229	1 542 792	1 604 663	4,0%	6,1%	
1 000 F CFP	963 888	1 030 477	1 064 666	1 133 681	1 127 546	1 303 506	1 119 340	1 193 062	1 215 657	1,9%	7,8%	
500 F CFP	908 758	868 562	842 294	832 946	765 941	771 727	742 312	731 135	805 276	10,1%	5,1%	
En millions de F CFP	13 251	14 394	15 170	16 819	18 068	19 854	18 537	18 872	19 714	4,5%	9,1%	
10 000 F CFP	5 873	6 577	7 124	8 123	8 995	9 828	9 371	9 599	10 072	4,9%	12,0%	
5 000 F CFP	5 959	6 353	6 561	7 146	7 562	8 336	7 676	7 714	8 023	4,0%	6,1%	
1 000 F CFP	964	1 031	1 065	1 134	1 128	1 304	1 119	1 193	1 216	1,9%	7,8%	
500 F CFP	454	434	421	417	383	386	371	366	403	10,1%	5,1%	

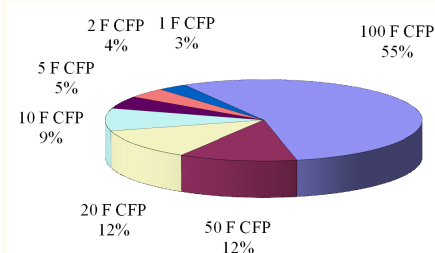
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin septembre 2011



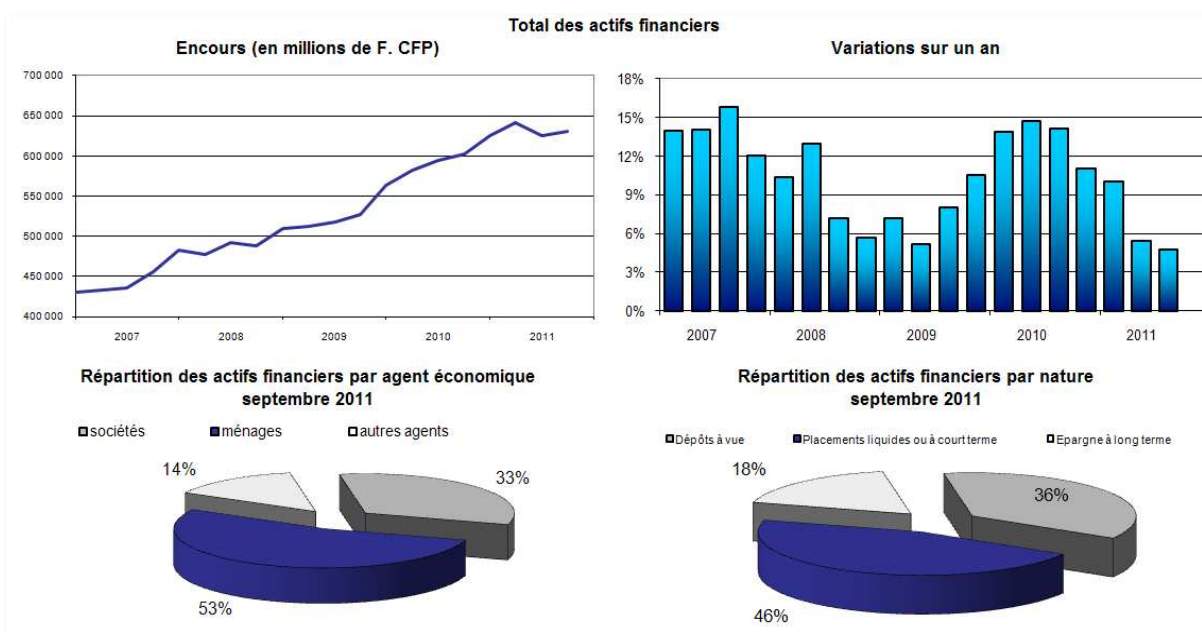
Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
En nombre	97 219 932	102 948 161	108 487 564	114 332 554	119 693 767	121 895 525	123 131 285	124 476 283	126 468 234	1,6%	5,7%	
100 F CFP	7 128 132	7 724 109	8 133 450	8 612 541	8 645 227	8 806 333	8 819 069	8 929 637	9 116 417	2,1%	5,5%	
50 F CFP	2 994 641	3 190 977	3 318 716	3 492 140	3 742 068	3 857 768	3 855 475	3 908 979	4 003 955	2,4%	7,0%	
20 F CFP	7 363 256	7 832 892	8 320 773	8 852 716	9 411 756	9 674 113	9 708 496	9 757 004	9 908 511	1,6%	5,3%	
10 F CFP	10 610 177	11 270 907	11 983 358	12 737 090	13 612 250	13 925 134	14 087 280	14 209 787	14 479 573	1,9%	6,4%	
5 F CFP	12 331 056	13 097 176	14 006 654	15 230 302	16 309 179	16 650 982	16 935 199	17 127 603	17 434 270	1,8%	6,9%	
2 F CFP	24 273 851	25 757 927	27 144 416	28 344 541	29 542 995	29 983 196	30 311 729	30 747 232	31 201 708	1,5%	5,6%	
1 F CFP	32 518 819	34 074 163	35 580 197	37 063 224	38 430 292	38 997 999	39 414 037	39 796 041	40 323 800	1,3%	4,9%	
En millions de F CFP	1 259	1 352	1 425	1 510	1 555	1 589	1 595	1 613	1 645	2,0%	5,8%	
100 F CFP	713	772	813	861	865	881	882	893	912	2,1%	5,4%	
50 F CFP	150	160	166	175	187	193	193	195	200	2,5%	7,0%	
20 F CFP	147	157	166	177	188	194	194	195	198	1,6%	5,3%	
10 F CFP	106	113	120	127	136	139	141	142	145	1,9%	6,4%	
5 F CFP	62	66	70	76	82	83	85	86	87	1,9%	7,0%	
2 F CFP	49	52	54	57	59	60	61	62	62	1,5%	5,6%	
1 F CFP	33	34	36	37	38	39	39	40	40	1,3%	4,9%	

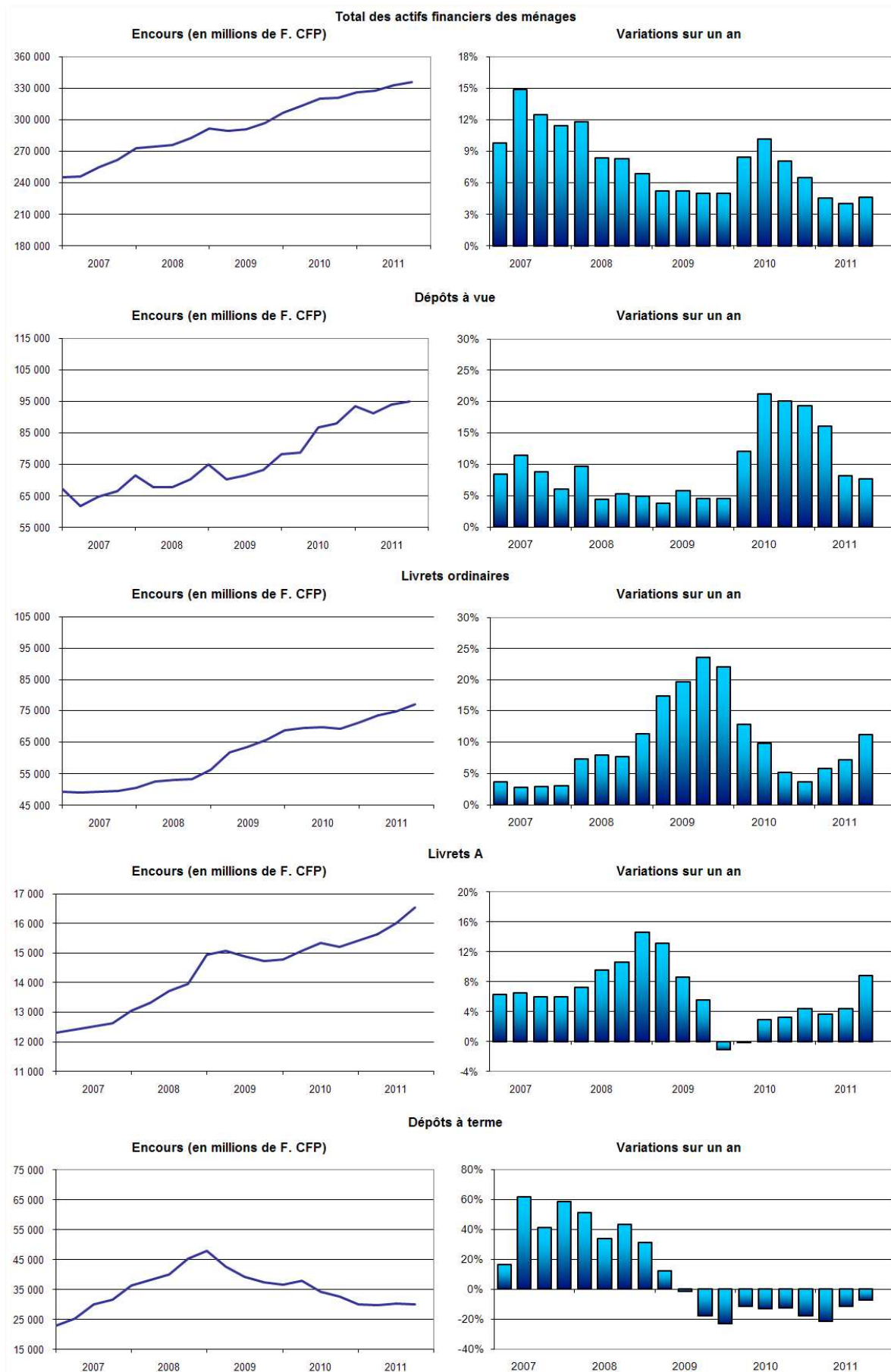
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Les actifs par agent

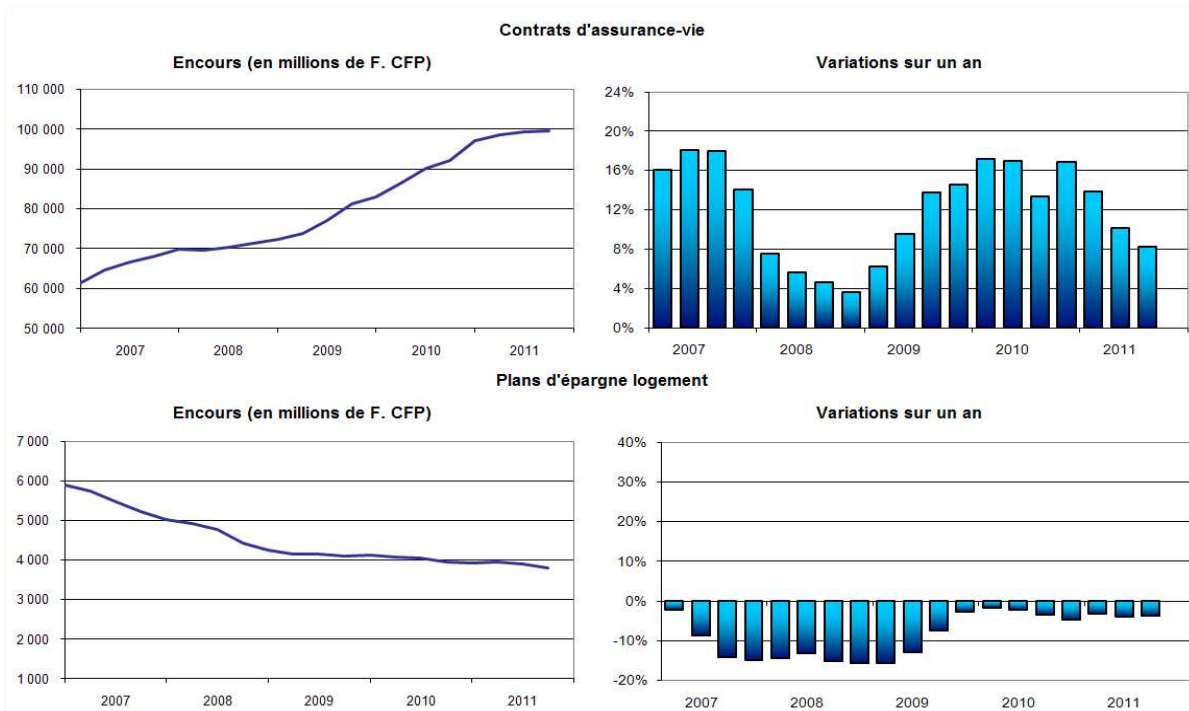
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Sociétés	115 878	144 072	147 005	158 490	195 258	213 520	222 305	201 004	205 089	2,0%	5,0%	
Dépôts à vue	63 511	79 826	78 877	91 944	103 739	122 825	117 255	101 327	109 507	8,1%	5,6%	
Placements liquides ou à court terme	49 791	61 715	66 797	65 595	90 116	89 163	103 582	98 210	94 210	-4,1%	4,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	254	243	299	529	470	558	581	383	340	-11,2%	-27,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	49 537	61 472	66 498	65 066	89 646	88 605	103 001	97 827	93 870	-4,0%	4,7%	
<i>dont comptes à terme</i>	44 744	55 757	61 250	59 977	84 466	82 008	96 279	92 075	88 144	-4,3%	4,4%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 794	5 714	5 249	5 089	5 180	6 597	6 722	5 752	5 727	-0,4%	10,6%	
Placements à long terme	2 576	2 531	1 331	951	1 403	1 532	1 468	1 467	1 372	-6,5%	-2,2%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2 565	2 527	1 329	949	1 348	1 492	1 438	1 438	1 354	-5,8%	0,4%	
Ménages	232 315	261 349	282 903	297 045	321 006	326 170	327 473	332 927	335 795	0,9%	4,6%	
Dépôts à vue	61 265	66 629	70 153	73 361	88 053	93 438	91 286	93 845	94 852	1,1%	7,7%	
Placements liquides ou à court terme	96 729	111 447	130 959	131 460	129 513	124 287	126 458	128 657	130 761	1,6%	1,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	60 976	63 039	68 159	81 521	85 360	87 730	90 144	91 795	94 403	2,8%	10,6%	
<i>Livrets ordinaires</i>	48 008	49 404	53 219	65 791	69 156	71 278	73 500	74 757	76 846	2,8%	11,1%	
<i>Livrets A et bleus</i>	11 905	12 621	13 962	14 735	15 207	15 431	15 618	16 002	16 545	3,4%	8,8%	
<i>Livrets jeunes</i>	230	254	272	301	319	345	354	378	374	-1,1%	17,2%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	833	760	706	693	678	676	673	658	638	-3,0%	-5,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	35 753	48 408	62 800	49 939	44 153	36 557	36 314	36 862	36 358	-1,4%	-17,7%	
<i>dont comptes à terme</i>	22 458	31 693	45 444	37 394	32 587	30 134	29 775	30 290	30 168	-0,4%	-7,4%	
<i>dont bons de caisse</i>	764	658	507	372	159	155	148	136	136	0,0%	-14,5%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	12 532	16 056	16 850	12 173	11 407	6 268	6 391	6 435	6 053	-5,9%	-46,9%	
Placements à long terme	74 321	83 273	81 791	92 224	103 440	108 445	109 729	110 425	110 182	-0,2%	6,5%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	6 072	5 207	4 416	4 091	3 949	3 932	3 948	3 889	3 798	-2,3%	-3,8%	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	42	50	58	65	70	69	68	102	101	-1,0%	44,3%	
<i>Portefeuille-titres</i>	3 692	5 013	3 158	4 436	4 451	4 537	4 280	4 163	3 916	-5,9%	-12,0%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	6 696	4 801	2 797	2 470	2 933	2 936	2 933	2 890	2 720	-5,9%	-7,3%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	57 819	68 202	71 362	81 162	92 037	96 971	98 500	99 381	99 647	0,3%	8,3%	
Autres agents	44 966	49 975	58 166	71 812	85 829	86 329	91 673	92 077	89 575	-2,7%	4,4%	
Dépôts à vue	16 768	16 985	18 938	19 815	26 597	28 961	29 600	26 098	24 916	-4,5%	-6,3%	
Placements liquides ou à court terme	27 338	32 034	38 434	51 232	58 422	56 553	61 298	65 207	63 884	-2,0%	9,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 855	3 438	3 683	4 622	4 711	4 916	4 624	5 346	5 052	-5,5%	7,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	24 483	28 596	34 751	46 610	53 711	51 637	56 674	59 861	58 832	-1,7%	9,5%	
<i>dont comptes à terme</i>	24 461	28 574	34 707	46 564	53 664	51 590	56 624	59 811	58 767	-1,7%	9,5%	
Placements à long terme	860	956	794	765	810	815	775	772	775	0,4%	-4,3%	
TOTAL	393 159	455 396	488 074	527 347	602 093	626 019	641 451	626 008	630 459	0,7%	4,7%	
Dépôts à vue	141 544	163 440	167 968	185 120	218 389	245 224	238 141	221 270	229 275	3,6%	5,0%	
Placements liquides ou à court terme	173 858	205 196	236 190	248 287	278 051	270 003	291 338	292 074	288 855	-1,1%	3,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	64 085	66 720	72 141	86 672	90 541	93 204	95 349	97 524	99 795	2,3%	10,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	109 773	138 476	164 049	161 615	187 510	176 799	195 989	194 550	189 060	-2,8%	0,8%	
Placements à long terme	77 757	86 760	83 916	93 940	105 653	110 792	111 972	112 664	112 329	-0,3%	6,3%	



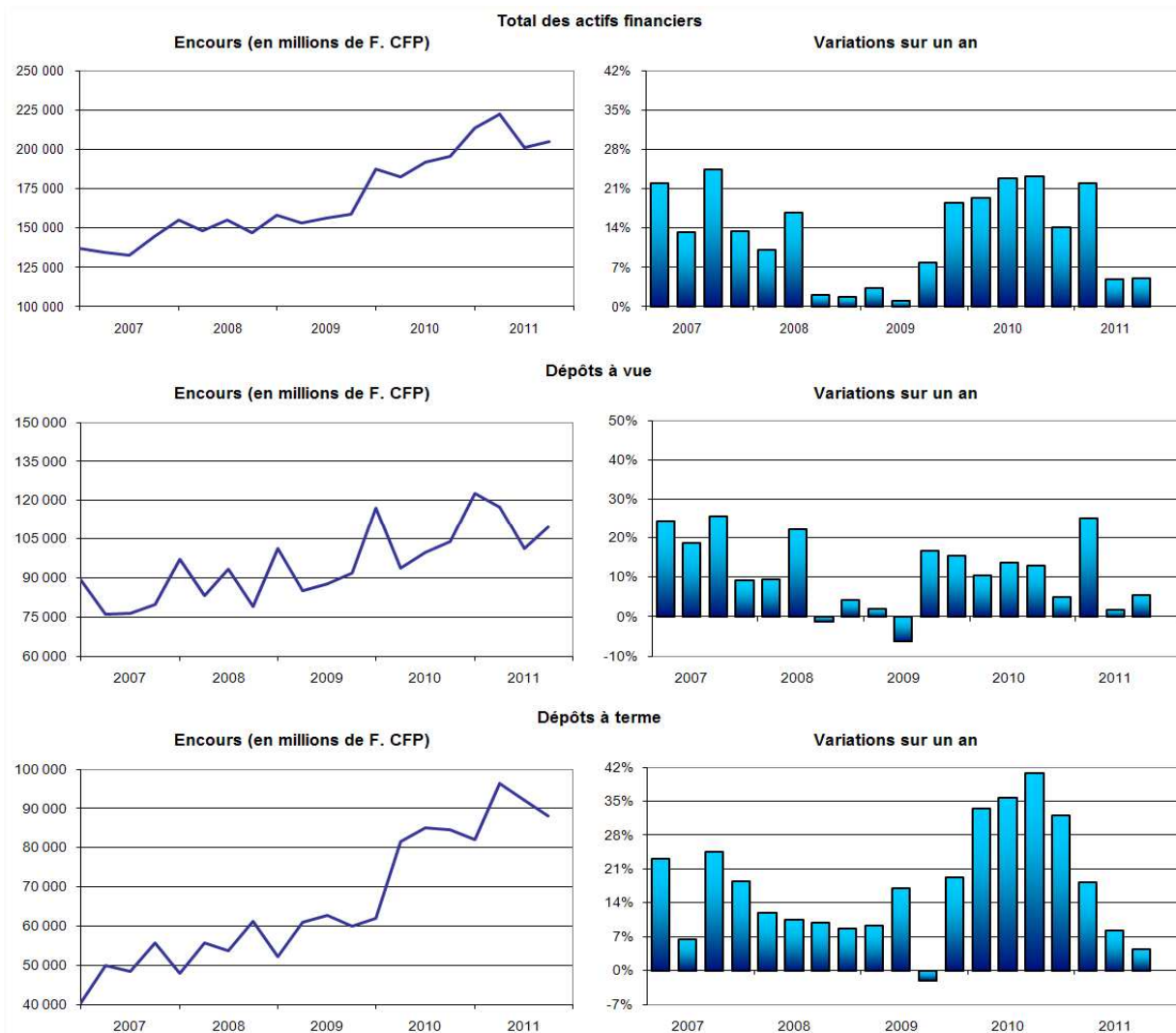
Les avoirs des ménages



Conjoncture financière et bancaire

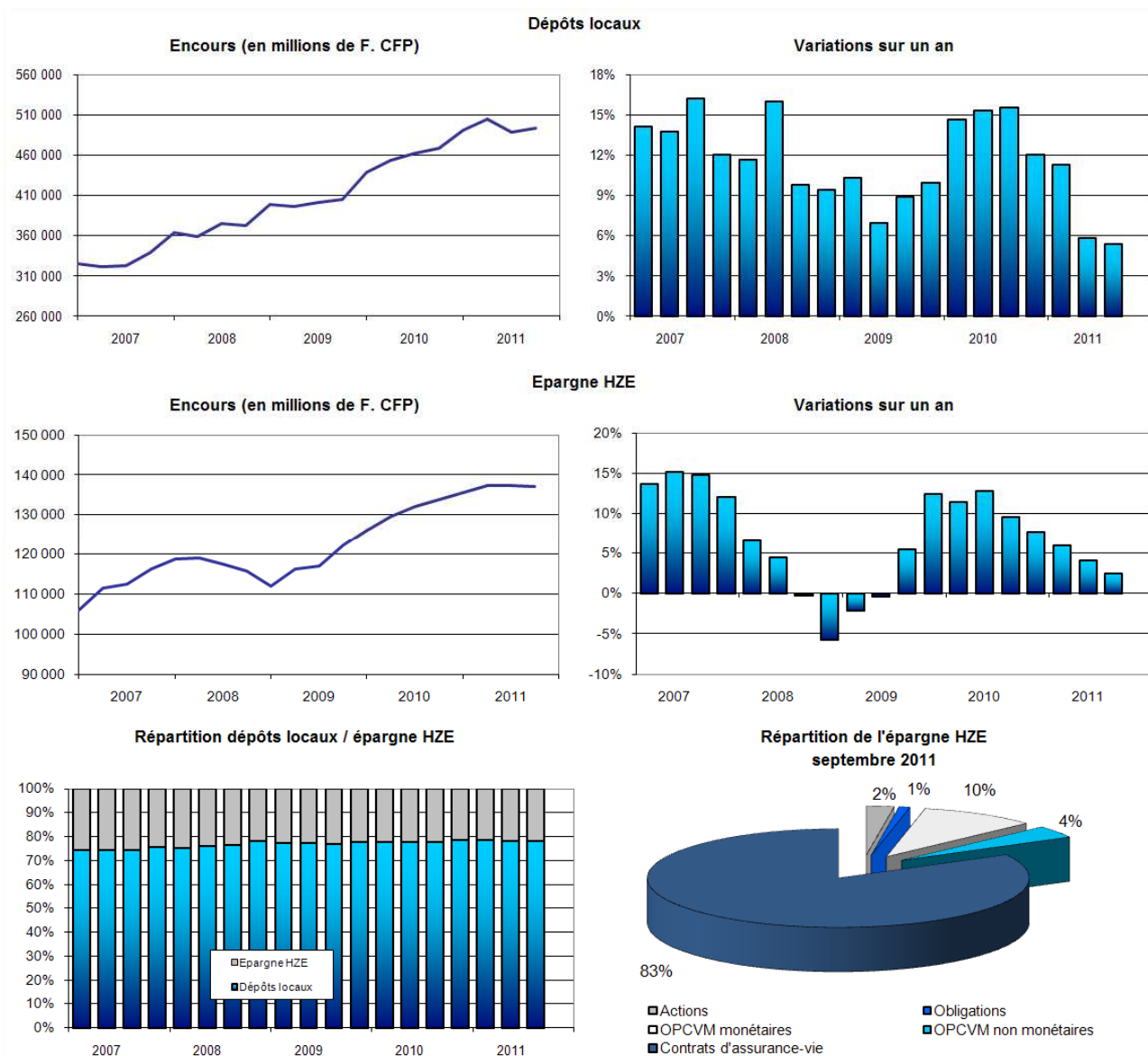


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	291 974	339 202	372 225	405 139	468 188	490 383	504 163	488 687	493 300	0,9%	5,4%	
Dépôts à vue	141 544	163 440	167 969	185 120	218 389	245 223	238 141	221 270	229 275	3,6%	5,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	58 004	59 080	62 348	75 713	78 923	81 273	83 196	85 105	86 809	2,0%	10,0%	
Livrets ordinaires	50 788	52 772	56 867	70 550	73 904	76 247	78 150	80 077	81 898	2,3%	10,8%	
Livrets jeunes	230	254	273	302	319	346	354	379	374	-1,3%	17,2%	
Comptes d'épargne logement	837	763	709	697	678	676	673	658	638	-3,0%	-5,9%	
Plans d'épargne logement	6 107	5 241	4 441	4 099	3 952	3 935	3 951	3 889	3 798	-2,3%	-3,9%	
Autres comptes d'épargne	42	50	58	65	70	69	68	102	101	-1,0%	44,3%	
Dépôts à terme	91 662	116 024	141 401	143 934	170 717	163 732	182 678	182 176	177 080	-2,8%	3,7%	
Bons de caisse	764	658	507	372	159	155	148	136	136	0,0%	-14,5%	
Epargne HZE	101 186	116 195	115 851	122 209	133 907	135 634	137 288	137 375	137 161	-0,2%	2,4%	
Livrets A et livrets ordinaires	12 230	12 932	14 291	15 124	15 641	15 935	16 172	16 465	16 885	2,6%	8,0%	
Actions	3 606	4 930	3 083	3 716	3 512	3 551	3 289	3 175	2 824	-11,1%	-19,6%	
Obligations	97	87	78	723	995	1 027	1 021	1 017	1 111	9,2%	11,7%	
OPCVM monétaires	17 348	21 793	22 143	17 308	16 633	12 910	13 163	12 237	11 845	-3,2%	-28,8%	
OPCVM non monétaires	10 086	8 251	4 894	4 176	5 089	5 240	5 143	5 100	4 849	-4,9%	-4,7%	
Contrats d'assurance-vie	57 819	68 202	71 362	81 162	92 037	96 971	98 500	99 381	99 647	0,3%	8,3%	
TOTAL	393 160	455 397	488 076	527 348	602 095	626 017	641 451	626 062	630 461	0,7%	4,7%	



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

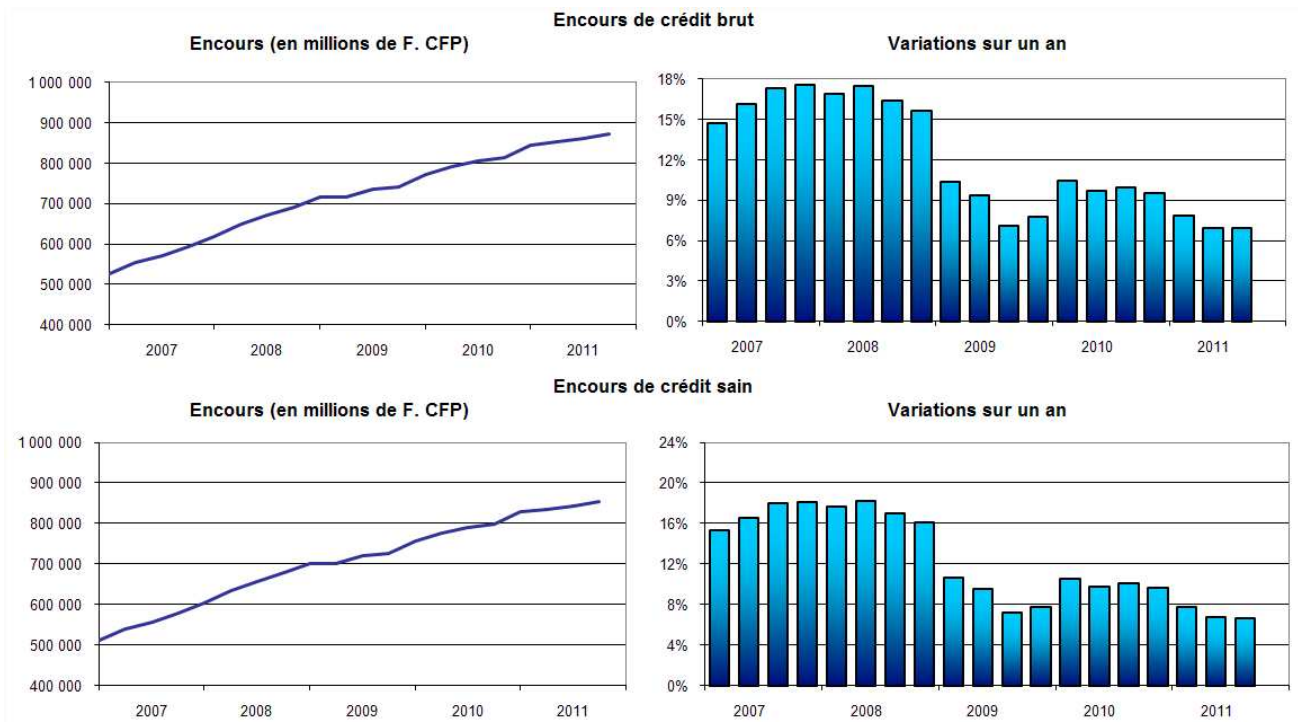
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

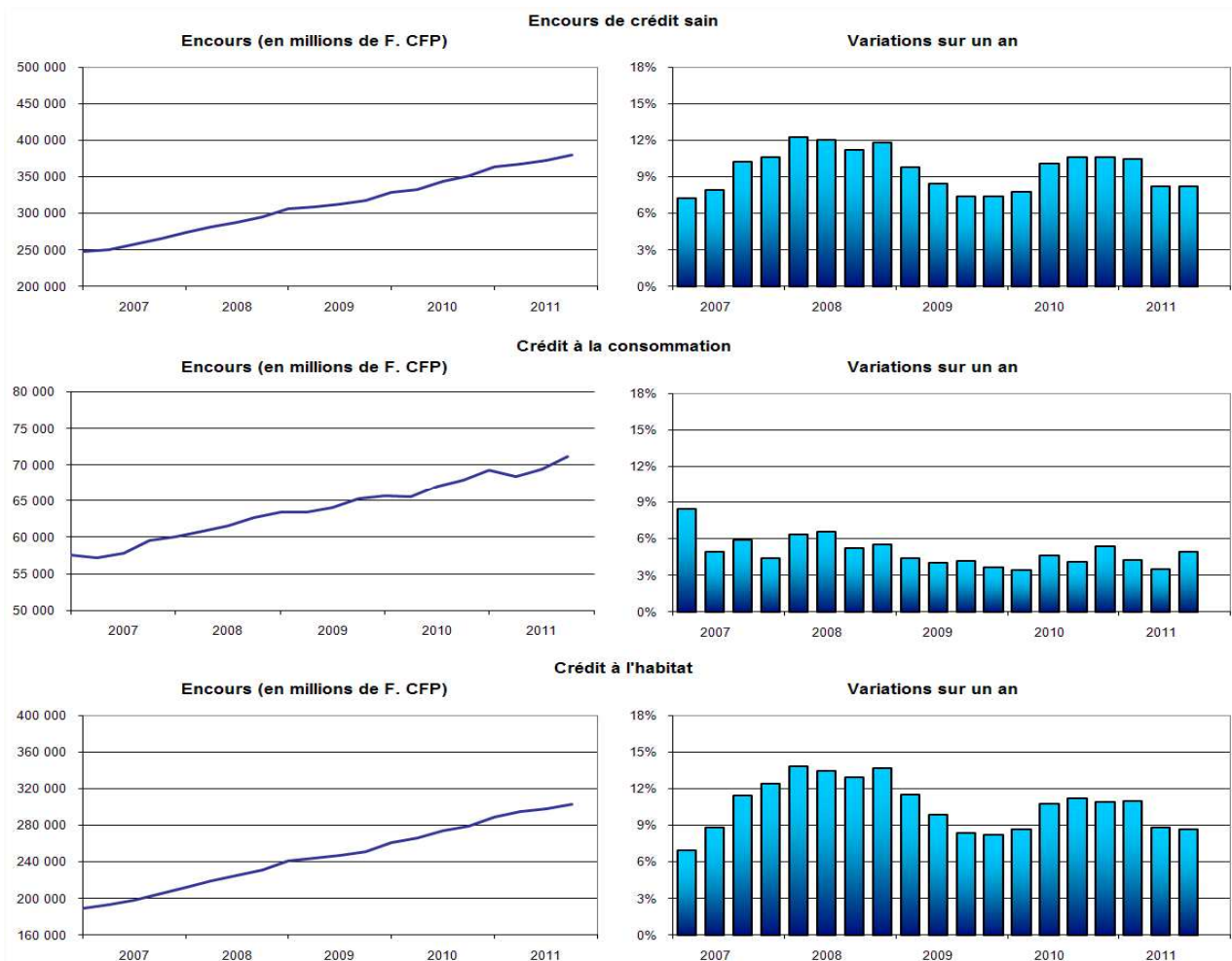
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Entreprises	207 393	267 582	333 025	364 076	392 660	403 490	406 378	409 555	411 988	0,6%	4,9%
Crédits d'exploitation	64 741	68 667	79 228	76 084	71 207	76 605	76 351	77 294	74 862	-3,1%	5,1%
Créances commerciales	3 423	3 190	3 521	3 434	4 457	4 201	3 949	3 998	4 424	10,7%	-0,7%
Crédits de trésorerie	33 205	39 636	46 664	45 270	39 976	43 442	42 777	40 843	41 632	1,9%	4,1%
dont entrepreneurs individuels	1 664	1 533	1 451	1 523	1 502	1 427	1 315	1 313	1 490	13,5%	-0,8%
Comptes ordinaires débiteurs	28 113	25 841	29 044	27 380	26 775	28 961	29 623	32 453	28 806	-11,2%	7,6%
Crédits d'investissement	92 892	138 010	183 937	201 087	213 053	213 900	216 205	218 550	221 521	1,4%	4,0%
Crédits à l'équipement	82 971	127 503	173 282	191 838	204 029	204 756	207 521	209 898	212 551	1,3%	4,2%
dont entrepreneurs individuels	6 577	7 131	8 272	8 305	9 150	9 256	9 235	9 168	9 199	0,3%	0,5%
Crédit-bail	9 921	10 506	10 655	9 249	9 024	9 144	8 683	8 651	8 969	3,7%	-0,6%
Crédits à la construction	45 944	55 153	62 736	79 611	99 472	101 159	101 472	101 208	103 243	2,0%	3,8%
Autres crédits	3 816	5 752	7 124	7 294	8 928	11 826	12 350	12 503	12 362	-1,1%	38,5%
Ménages	241 050	265 600	295 373	317 175	350 664	362 903	367 616	371 958	379 327	2,0%	8,2%
Crédits à la consommation	56 247	59 537	62 637	65 236	67 879	69 219	68 376	69 362	71 197	2,6%	4,9%
Crédits de trésorerie	40 881	43 540	46 654	49 721	52 701	54 008	53 255	54 271	56 450	4,0%	7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3 834	3 253	2 926	3 201	3 440	3 793	4 103	4 387	4 355	-0,7%	26,6%
Crédit-bail	11 532	12 744	13 057	12 315	11 738	11 419	11 019	10 703	10 392	-2,9%	-11,5%
Crédits à l'habitat	183 925	204 992	231 415	250 725	278 744	289 190	294 655	297 651	302 839	1,7%	8,6%
Autres crédits	878	1 071	1 321	1 214	4 041	4 494	4 585	4 945	5 291	7,0%	30,9%
Collectivités locales	34 580	36 536	38 913	35 134	44 358	48 228	46 886	47 886	48 003	0,2%	8,2%
Crédits d'exploitation	1 866	3 299	4 707	2 905	3 220	5 511	4 318	3 312	3 573	7,9%	11,0%
Crédits de trésorerie	1 533	3 239	4 669	2 668	2 287	4 150	2 835	1 978	2 439	23,3%	6,6%
Comptes ordinaires débiteurs	333	60	39	237	933	1 361	1 483	1 334	1 133	-15,1%	21,4%
Crédits d'investissement	31 460	32 124	33 243	31 420	40 430	42 022	41 881	43 900	43 764	-0,3%	8,2%
Crédits à l'équipement	31 451	32 105	33 174	31 265	40 249	41 840	41 703	43 726	43 598	-0,3%	8,3%
Crédit-bail	9	19	69	155	181	182	177	174	166	-4,6%	-8,3%
Crédits à l'habitat	664	587	507	426	367	358	350	341	333	-2,3%	-9,3%
Autres crédits	590	526	456	383	341	337	337	333	333	-	-2,3%
Autres agents de CCB non ventilés	8 026	9 448	10 091	9 985	11 727	13 941	14 807	14 331	13 615	-5,0%	16,1%
Total encours sain	491 049	579 166	677 402	726 370	799 409	828 562	835 687	843 730	852 933	1,1%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 652	15 392	14 683	15 039	15 978	16 545	17 467	18 768	19 237	2,5%	20,4%
Créances douteuses nettes	5 487	5 394	4 597	4 886	5 369	5 719	6 466	7 633	7 957	4,2%	48,2%
dont entreprises	3 696	3 489	2 814	2 787	3 180	3 158	3 065	3 843	4 299	11,9%	35,2%
dont ménages	1 691	1 846	1 728	2 064	2 188	2 558	2 517	2 741	2 595	-5,3%	18,6%
Provisions	10 165	9 998	10 086	10 153	10 609	10 826	11 001	11 135	11 280	1,3%	6,3%
Total encours brut	506 701	594 558	692 085	741 409	815 387	845 107	853 154	862 498	872 170	1,1%	7,0%
Taux de créances douteuses	3,1%	2,6%	2,1%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	2,2%	0 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	64,9%	65,0%	68,7%	67,5%	66,4%	65,4%	63,0%	59,3%	58,6%	-0,7 pt	-7,8 pt

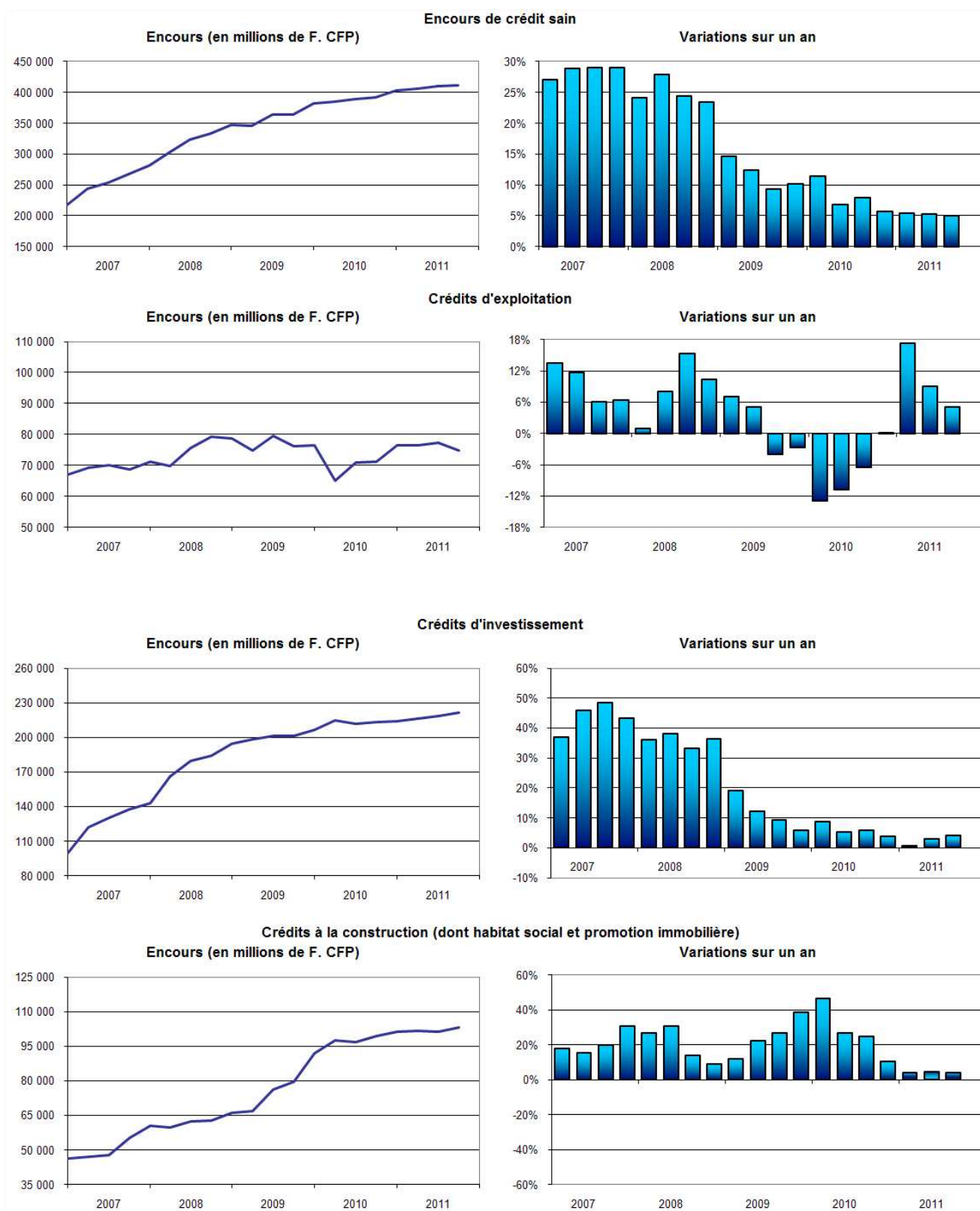
Conjoncture financière et bancaire



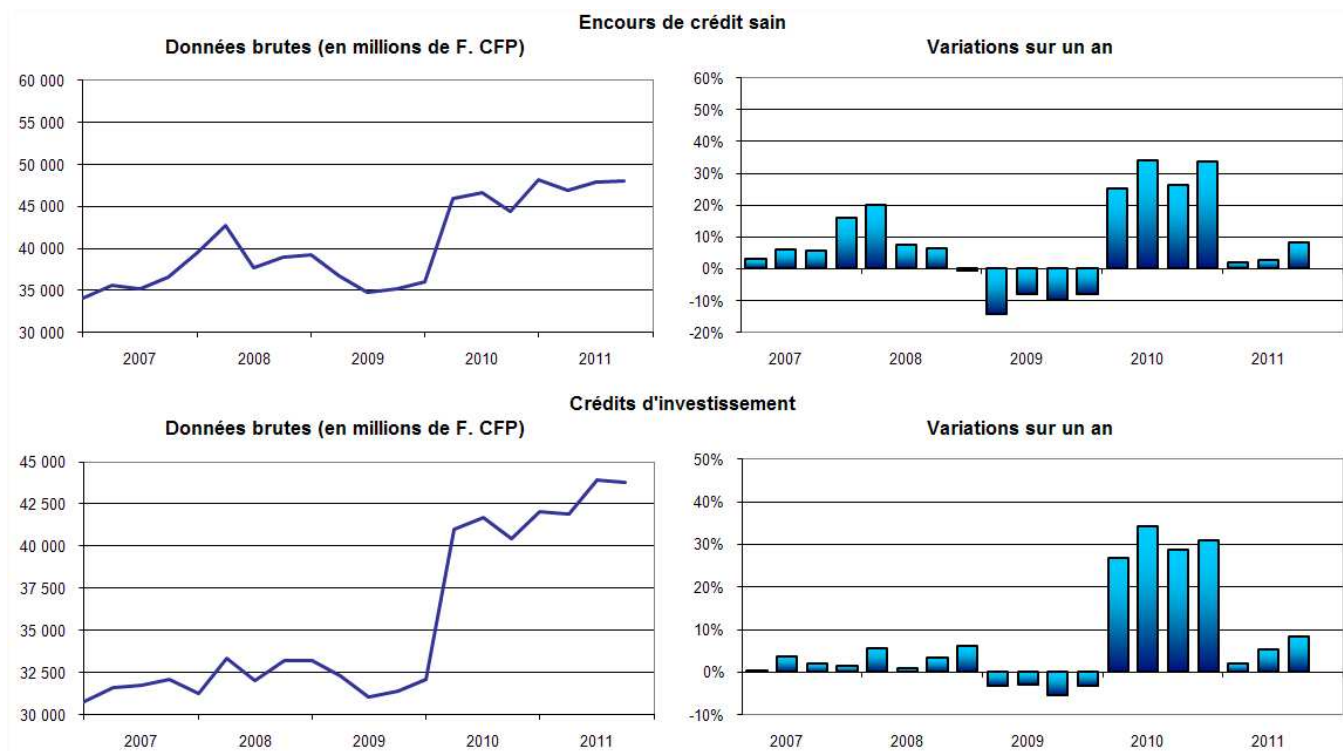
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

4.2 Les passifs des établissements locaux

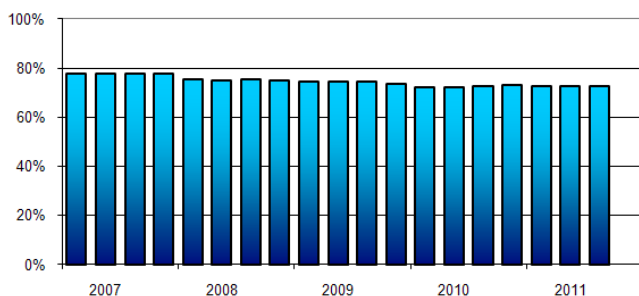
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Entreprises	180 520	216 519	254 104	265 146	274 997	285 484	285 577	287 667	289 041	0,5%	5,1%
Crédits d'exploitation	64 741	68 595	79 213	76 084	71 207	73 912	75 157	77 294	74 862	-3,1%	5,1%
<i>Créances commerciales</i>	3 423	3 190	3 521	3 434	4 457	4 201	3 949	3 998	4 424	10,7%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 205	39 636	46 649	45 270	39 976	42 249	41 584	40 843	41 632	1,9%	4,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 664	1 533	1 451	1 523	1 502	1 427	1 315	1 313	1 490	13,5%	-0,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 113	25 769	29 044	27 380	26 775	27 461	29 623	32 453	28 806	-11,2%	7,6%
Crédits d'investissement	86 761	110 646	132 312	141 633	156 099	159 510	160 803	160 138	163 351	2,0%	4,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	76 840	100 238	121 715	132 456	147 173	150 476	152 211	151 580	154 469	1,9%	5,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 577	7 128	8 183	8 190	9 069	9 180	9 160	9 076	9 109	0,4%	0,4%
<i>Crédit-bail</i>	9 921	10 408	10 597	9 177	8 926	9 034	8 591	8 558	8 881	3,8%	-0,5%
Crédits à la construction	25 386	31 755	36 146	40 706	39 273	40 746	37 777	38 242	38 976	1,9%	-0,8%
Autres crédits	3 632	5 523	6 433	6 723	8 418	11 316	11 840	11 993	11 852	-1,2%	40,8%
Ménages	197 841	215 056	238 648	255 879	282 369	291 891	295 230	298 606	304 787	2,1%	7,9%
Crédits à la consommation	50 800	52 971	54 778	56 306	58 052	59 111	58 206	59 122	61 069	3,3%	5,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35 434	36 974	38 796	40 791	42 874	43 900	43 085	44 031	46 322	5,2%	8,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 834	3 253	2 925	3 201	3 440	3 793	4 103	4 387	4 355	-0,7%	26,6%
<i>Crédit-bail</i>	11 532	12 744	13 057	12 315	11 738	11 419	11 019	10 703	10 392	-2,9%	-11,5%
Crédits à l'habitat	146 163	161 014	182 549	198 359	220 276	228 286	232 439	234 651	238 513	1,6%	8,3%
Autres crédits	878	1 071	1 321	1 214	4 041	4 494	4 585	4 833	5 205	7,7%	28,8%
Collectivités locales	3 824	5 635	7 269	5 911	8 218	10 879	9 667	8 984	9 429	5,0%	14,7%
Crédits d'exploitation	1 866	3 299	4 707	2 902	3 220	5 511	4 318	3 312	3 573	7,9%	11,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 533	3 239	4 669	2 668	2 287	4 150	2 835	1 978	2 439	23,3%	6,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	333	60	39	234	933	1 361	1 483	1 334	1 133	-15,1%	21,4%
Crédits d'investissement	1 494	1 911	2 177	2 663	4 689	5 068	5 057	5 389	5 581	3,6%	19,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 485	1 892	2 108	2 508	4 508	4 886	4 879	5 215	5 415	3,8%	20,1%
<i>Crédit-bail</i>	9	19	69	155	181	182	177	174	166	-4,6%	-8,3%
Crédits à l'habitat	464	425	385	346	309	300	292	283	275	-2,8%	-11,0%
Autres agents de CCB non ventilés	8 026	9 444	9 464	9 410	10 620	12 835	13 702	13 227	12 512	-5,4%	17,8%
Total encours sain	390 211	446 654	509 485	536 346	576 204	601 089	604 176	608 484	615 769	1,2%	6,9%
Créances douteuses brutes	15 498	14 773	13 877	14 348	15 278	15 741	16 023	16 952	17 376	2,5%	13,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 333	4 775	3 791	4 195	4 669	4 915	5 022	5 817	6 096	4,8%	30,6%
<i>dont entreprises</i>	3 696	3 192	2 400	2 536	2 926	2 893	2 797	3 570	4 006	12,2%	36,9%
<i>dont ménages</i>	1 537	1 524	1 336	1 623	1 742	2 019	1 997	2 224	2 076	-6,7%	19,2%
<i>Provisions</i>	10 165	9 998	10 086	10 153	10 609	10 826	11 001	11 135	11 280	1,3%	6,3%
Total encours brut	405 709	461 427	523 362	550 694	591 482	616 830	620 199	625 436	633 145	1,2%	7,0%
Taux de créances douteuses	3,8%	3,2%	2,7%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,7%	2,7%	0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	65,6%	67,7%	72,7%	70,8%	69,4%	68,8%	68,7%	65,7%	64,9%	-0,8 pt	-4,5 pt

Conjoncture financière et bancaire

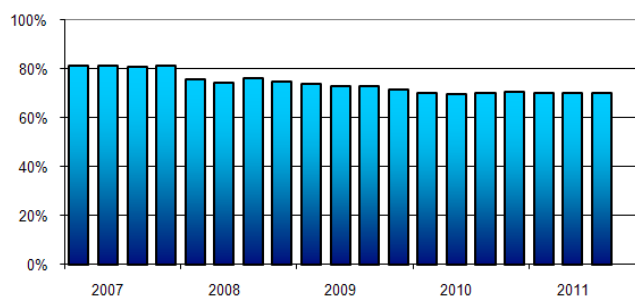
Crédits ZE

Parts de marché des établissements installés localement

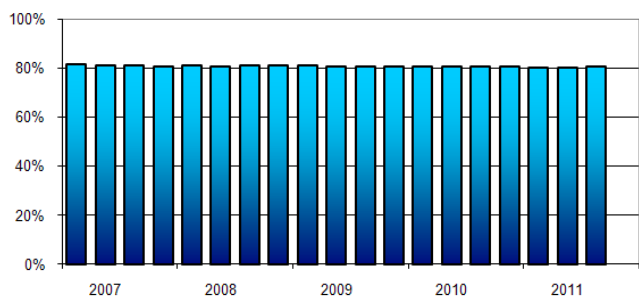
Encours de crédit brut total



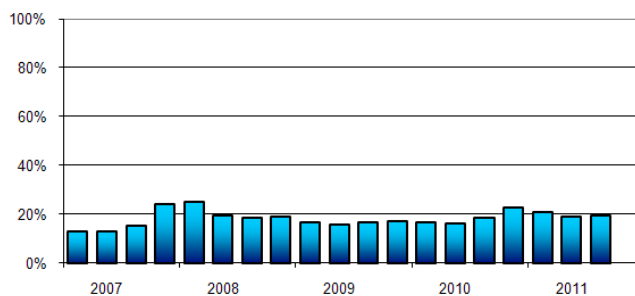
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

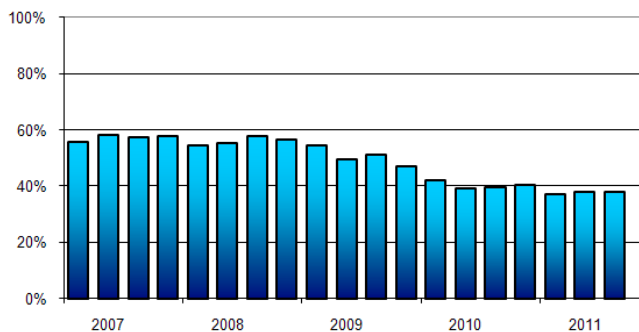


Encours de crédit aux collectivités locales

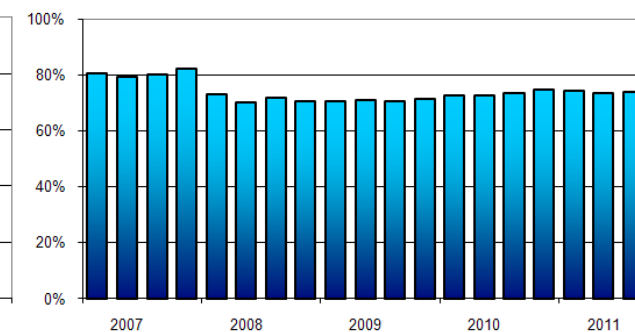


Parts de marché des établissements installés localement

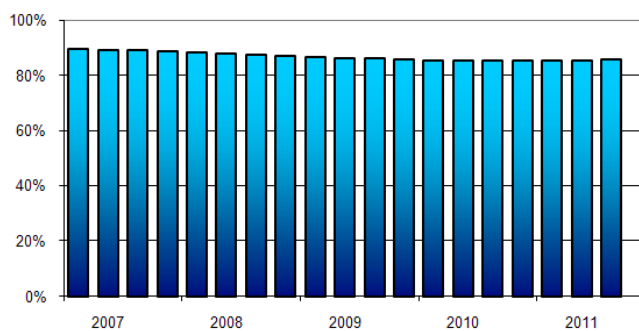
Encours de crédit à la construction des entreprises



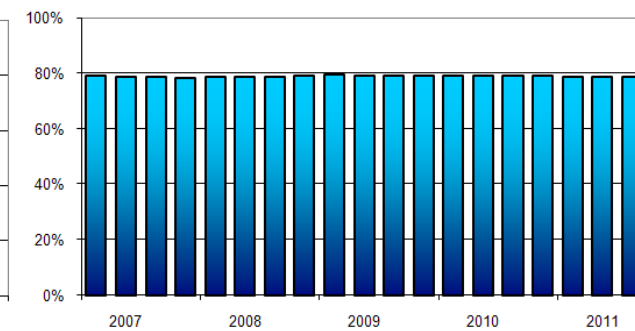
Encours de crédit d'équipement des entreprises



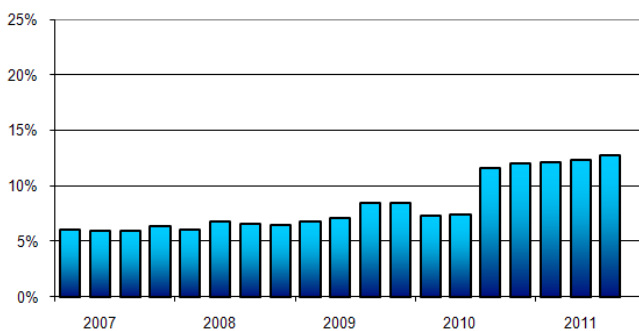
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



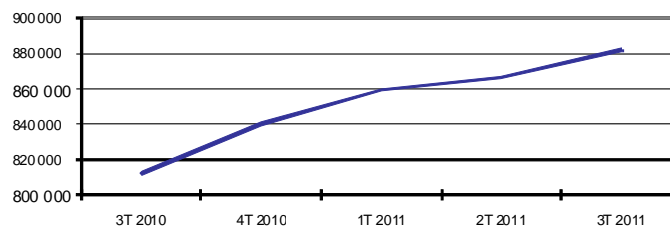
5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

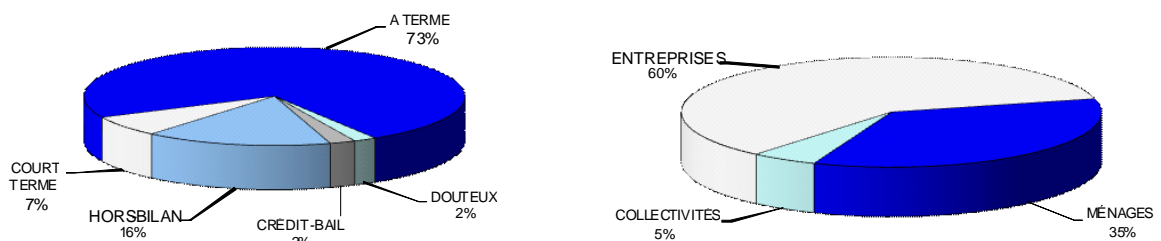
5.1 Les risques sectoriels déclarés au SCR

5.1.1 ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

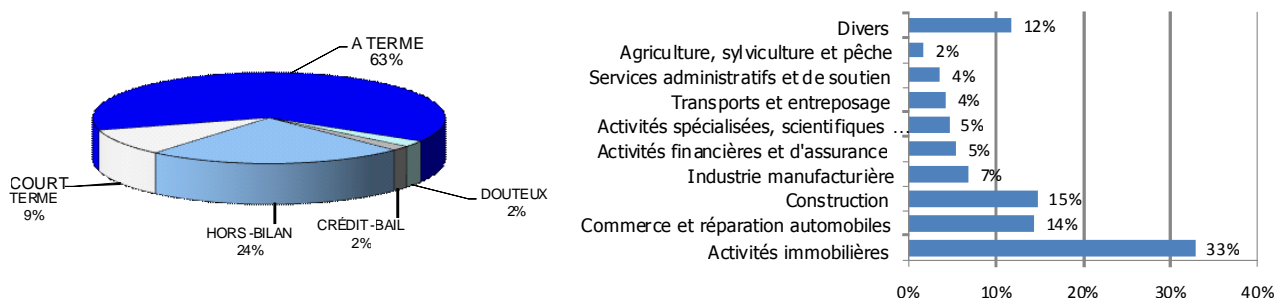
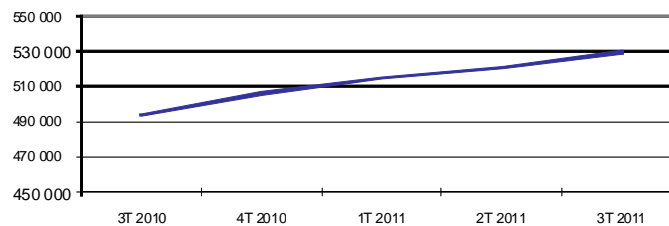
Encours en millions de F CFP



Structure au 30 septembre 2011

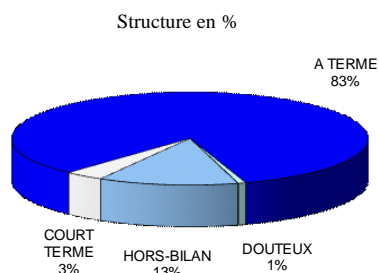
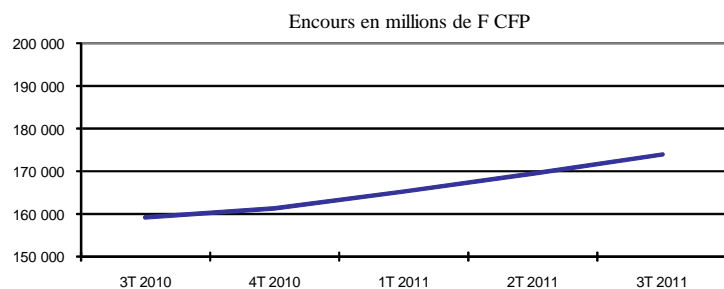


5.1.2. LES RISQUES SECTORIELS SUR LES ENTREPRISES AU 30 SEPTEMBRE 2011

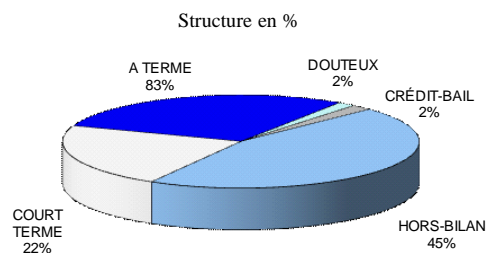
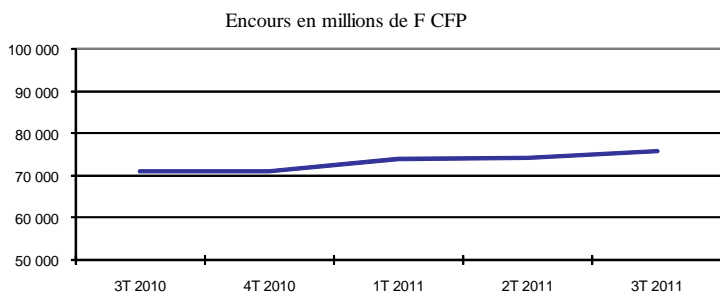


Conjoncture financière et bancaire

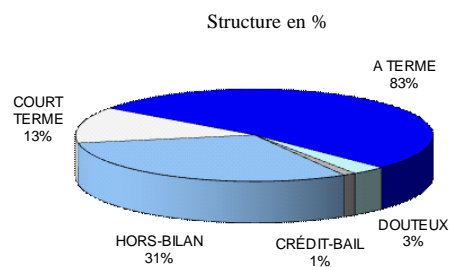
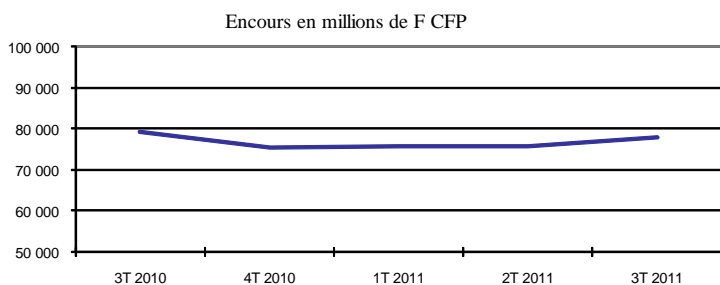
Activités immobilières



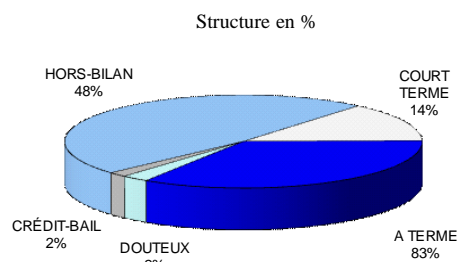
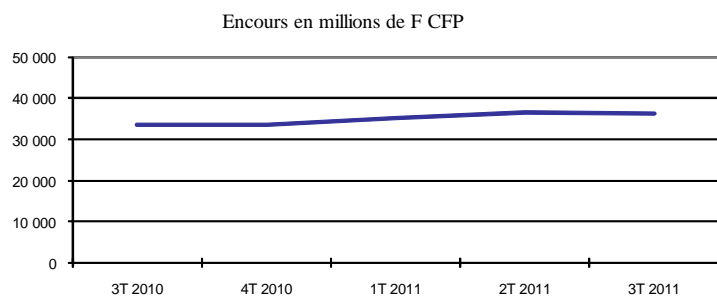
Commerce et réparation automobile



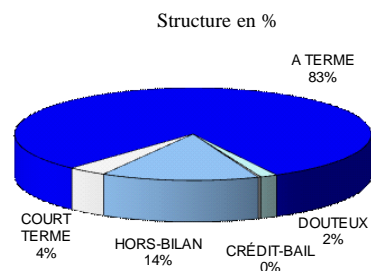
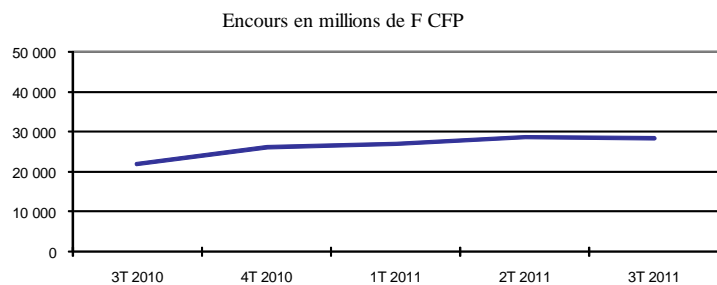
Construction



Industrie manufacturière

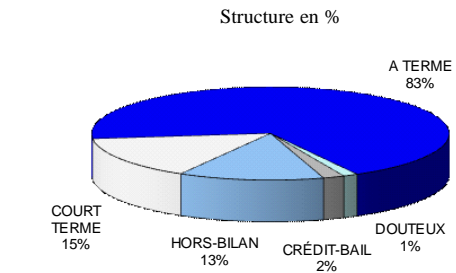
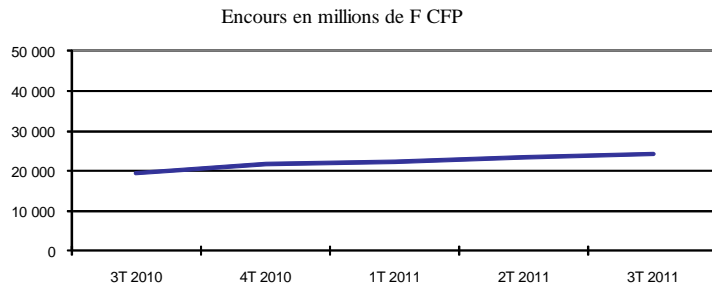


Activités financières et d'assurance

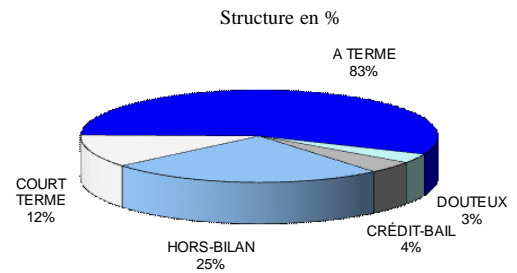
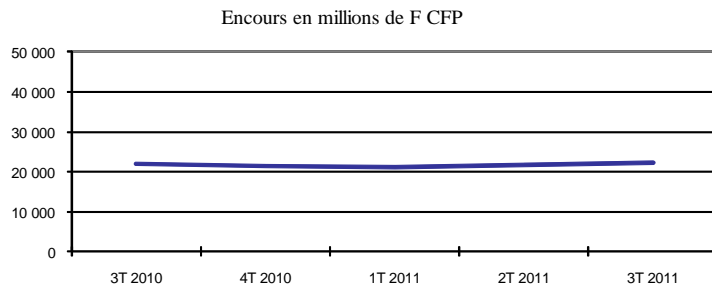


Conjoncture financière et bancaire

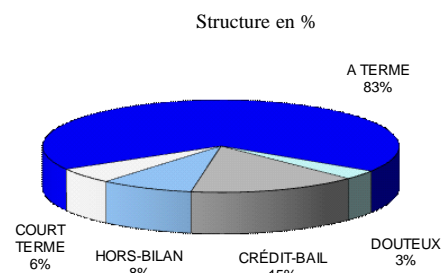
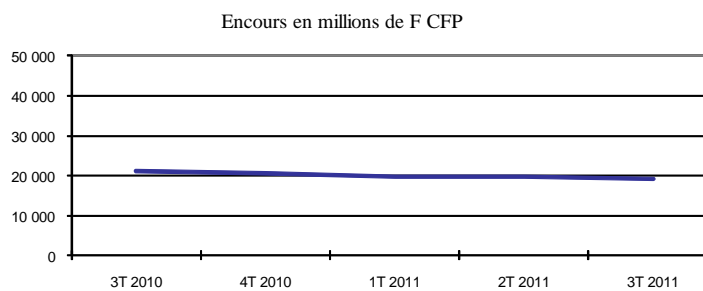
Activités spécialisées, scientifiques et techniques



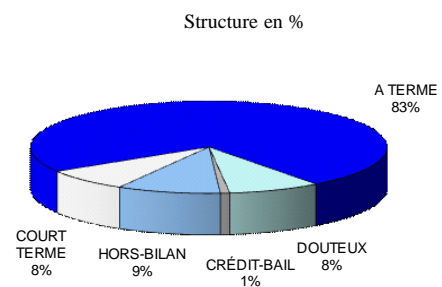
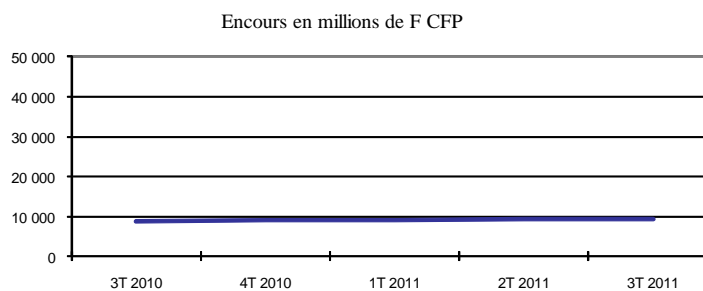
Transports et entreposage



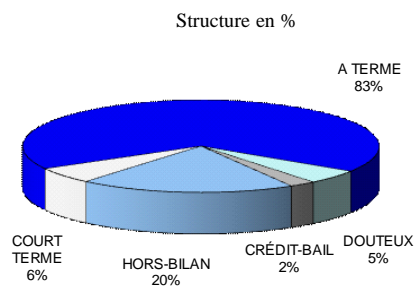
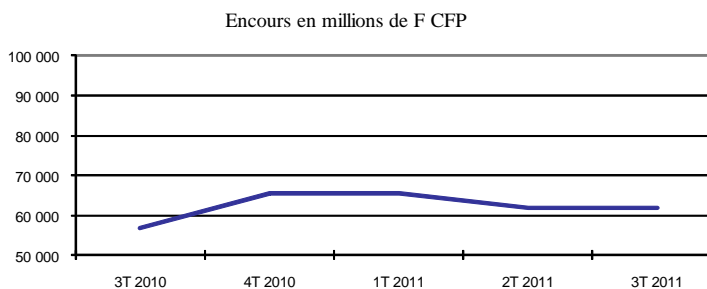
Services administratifs et de soutien



Agriculture, sylviculture et pêche



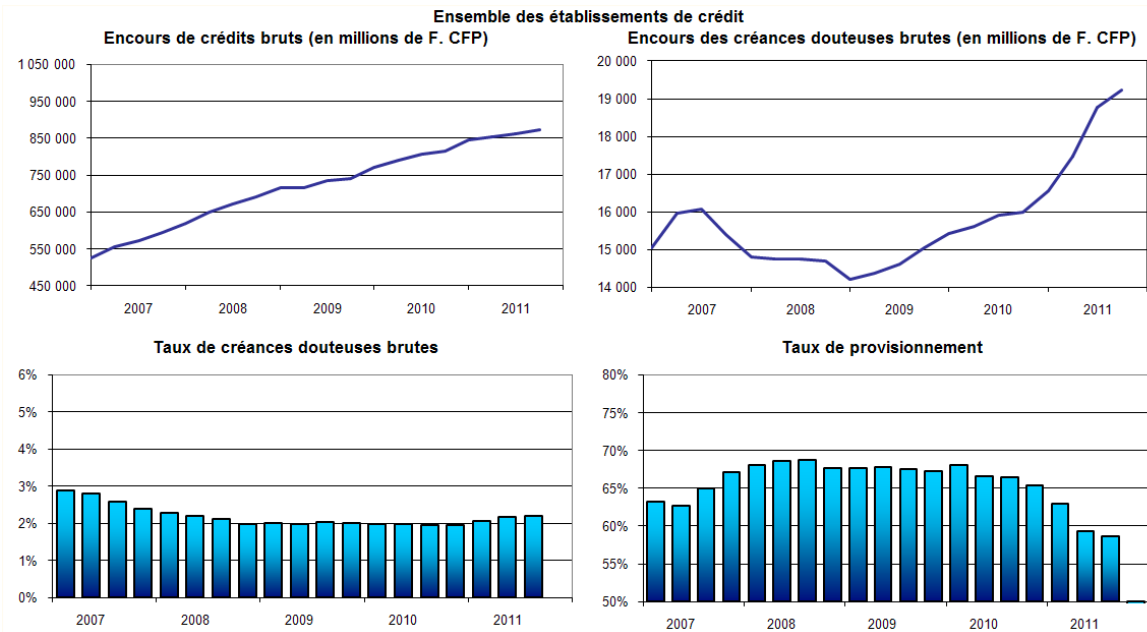
Divers



Conjoncture financière et bancaire

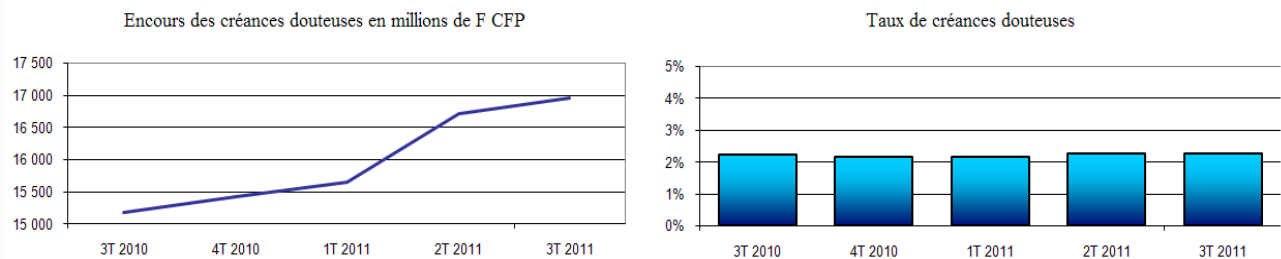
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : SURFI)

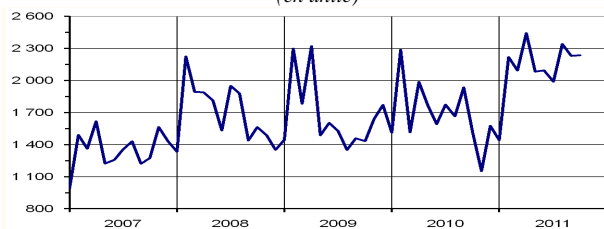


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

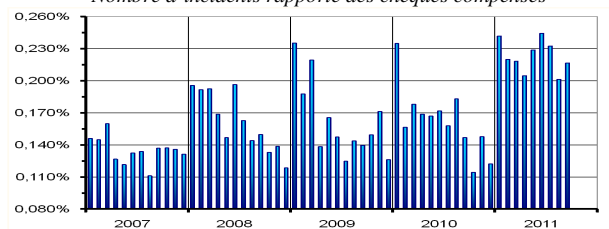


Incidents de paiement sur chèques (en unité)



Source : IEOM

Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



Source : IEOM

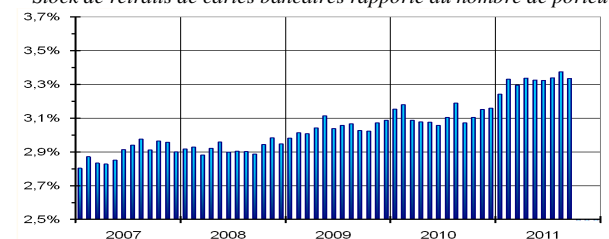
Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires

Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



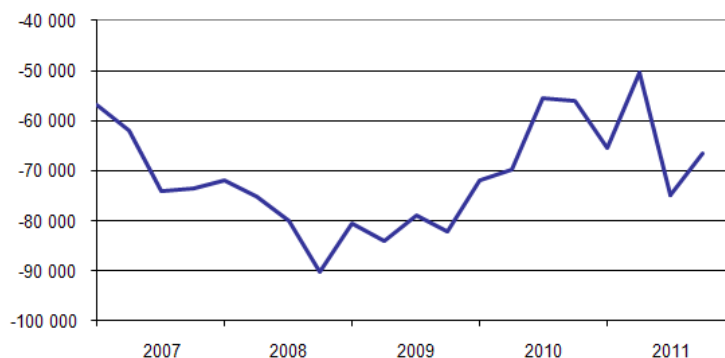
Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Emplois	418 414	474 694	538 302	572 904	613 925	642 303	640 478	649 042	653 223	0,6%	6,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	405 709	461 427	523 362	550 694	591 482	616 830	620 199	625 436	633 145	1,2%	7,0%
Réserves obligatoires et libres	12 705	13 267	14 940	22 210	22 443	25 473	20 279	23 606	20 078	-14,9%	-10,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	418 414	474 694	538 302	572 904	613 925	642 303	640 478	649 042	653 223	0,6%	6,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	288 597	334 626	367 816	398 826	461 723	482 504	496 740	481 320	485 558	0,9%	5,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	49 072	52 151	57 537	60 082	62 774	61 287	61 261	64 696	64 567	-0,2%	2,9%
Excédent des opérations diverses des EC	10 085	4 797	6 336	14 409	15 650	15 169	13 630	9 601	18 429	91,9%	17,8%
Réescompte	8 560	9 615	16 332	17 534	17 689	18 034	18 557	18 670	18 141	-2,8%	2,6%
Position extérieure nette des EC (si négative)	62 100	73 505	90 281	82 053	56 089	65 309	50 290	74 755	66 528	-11,0%	18,6%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

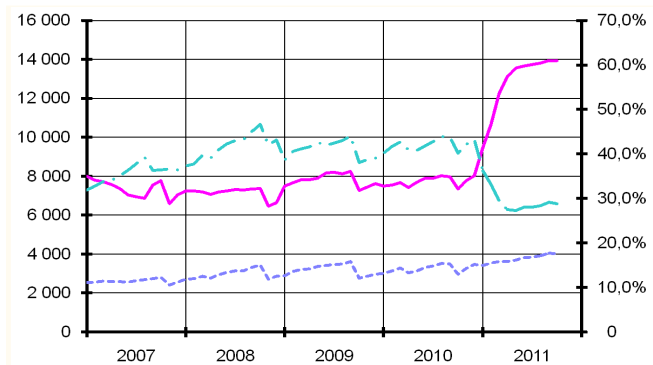


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	8 256	7 767	7 375	7 269	7 343	9 473	13 113	13 732	13 941	1,5%	89,9%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 798	2 824	3 439	2 768	2 952	3 423	3 606	3 847	4 021	4,5%	36,2%
Taux	34%	36%	47%	38%	40%	36%	27%	28%	29%	1 pt	-11 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	8 560	9 615	16 332	17 534	17 690	18 035	18 554	18 587	18 161	-2,3%	2,7%
Entreprises	8 548	9 457	16 274	17 519	17 686	18 031	18 551	18 584	18 159	-2,3%	2,7%
Particuliers	12	158	58	15	4	4	3	3	2	-33,3%	ns

Cotation des entreprises

Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles — Taux d'éligibilité



Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Conjoncture financière et bancaire

Source : IEOM

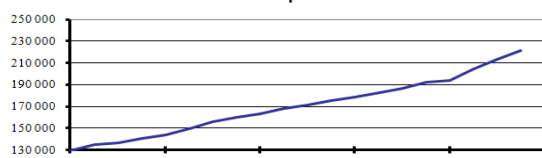
Source : IEOM

7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

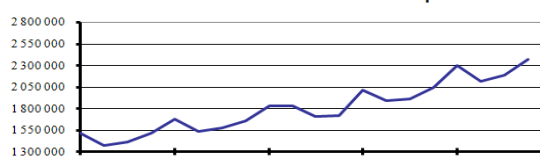
Monétique	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	Variations	
										1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	128 490	140 543	160 096	175 751	192 207	194 268	204 543	213 593	221 067	3,5%	15,0%
Carte Bleue	75 701	81 477	88 427	95 291	104 293	105 332	106 879	108 798	111 702	2,7%	7,1%
Carte Jade	26 537	29 038	31 664	34 316	35 735	36 020	37 271	38 980	40 626	4,2%	13,7%
Cartes privatives	26 252	30 028	40 005	46 144	52 179	52 916	60 393	65 815	68 739	4,4%	31,7%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 405	2 642	2 878	2 979	3 209	3 247	3 247	3 425	3 568	4,2%	11,2%
Nombre de transactions	1 362 240	1 507 447	1 654 796	1 715 996	2 043 314	2 294 999	2 107 582	2 177 738	2 362 488	8,5%	15,6%
Montant (milliers de XPF)	11 834 984	13 135 601	14 814 638	14 593 526	17 281 602	20 142 879	18 100 979	18 471 404	19 684 473	6,6%	13,9%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	8	-2,4%	-2,4%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	221	215	44	39	44	44	43	37	37	0,0%	-15,9%
Nombre de transactions	4 727	4 567	3 996	4 876	6 324	6 063	6 301	6 183	8 271	33,8%	30,8%
Montant (milliers de XPF)	136 974	118 766	126 030	139 624	194 452	189 452	190 808	203 150	225 181	10,8%	15,8%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	29	26	32	29	31	31	30	33	27	-17,3%	-11,4%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	128	147	164	173	197	202	208	215	217	0,9%	10,2%
Nombre de retraits	1 106 876	1 298 257	1 548 228	1 643 737	1 833 575	1 911 099	1 796 726	1 960 661	2 053 622	4,7%	12,0%
Montant (milliers de XPF)	10 199 187	12 596 184	16 170 393	17 568 589	19 295 108	21 063 058	19 397 836	20 657 668	21 899 194	6,0%	13,5%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	10	11	11	11	11	11	11	1,9%	1,9%

Nombre de porteurs



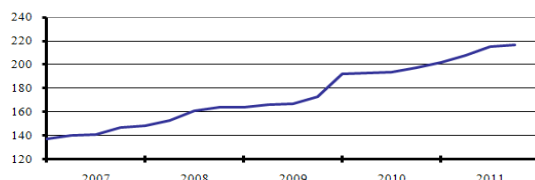
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



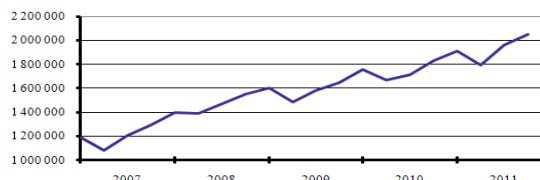
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

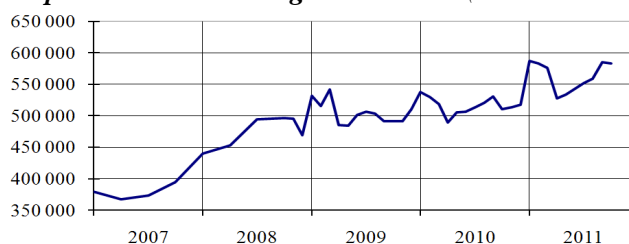


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	Variations	
										1 trim	1 an
En nombre											
Chèques	3 040 682	3 098 806	3 197 934	3 123 847	3 145 758	3 257 324	2 989 070	2 746 284	3 146 796	14,6%	0,0%
Virements	838 511	926 610	978 025	1 004 939	1 025 008	1 034 221	956 742	982 728	1 076 921	9,6%	5,1%
Effets	4 029	3 472	3 383	3 045	2 947	2 991	2 891	2 610	2 882	10,4%	-2,2%
Autres	681 357	745 154	812 119	906 342	896 927	886 925	967 605	818 630	988 889	20,8%	10,3%
En millions de F CFP											
Chèques	172 885	196 806	247 761	236 903	234 728	268 285	239 234	246 433	262 015	6,3%	11,6%
Virements	146 800	173 346	220 122	226 471	247 561	290 615	258 792	279 857	290 070	3,6%	17,2%
Effets	7 780	6 888	8 080	7 687	6 984	6 804	6 634	6 520	7 043	8,0%	0,8%
Autres	15 641	17 333	20 146	20 659	21 634	21 500	23 331	19 560	23 769	21,5%	9,9%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Conjoncture financière et bancaire

Source : IEOM

8. Rappel des taux

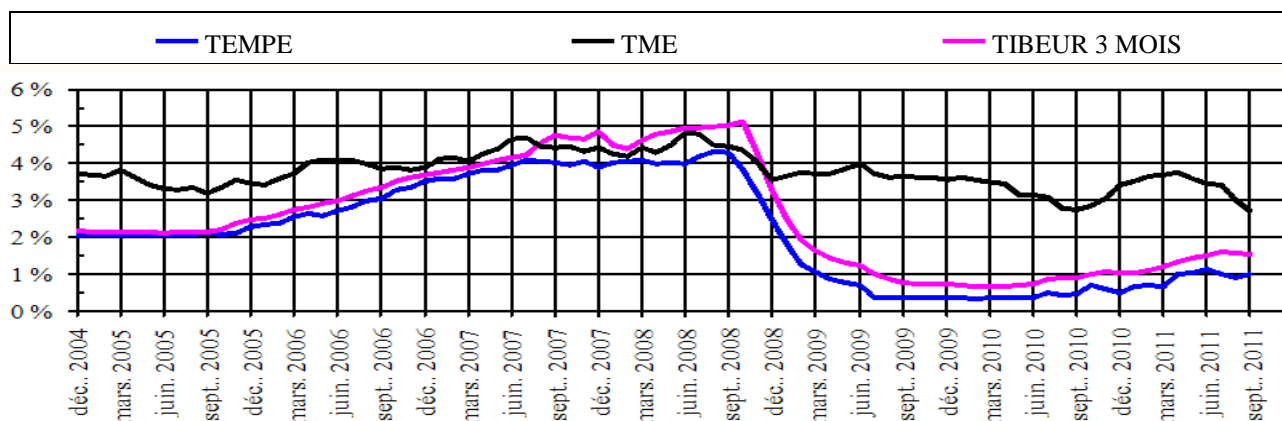
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	09/11/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	09/11/2011	2,00%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	16,62%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,10%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts-relais	6,28%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,03%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	12,76%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,16%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) y compris commission du plus fort découvert

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

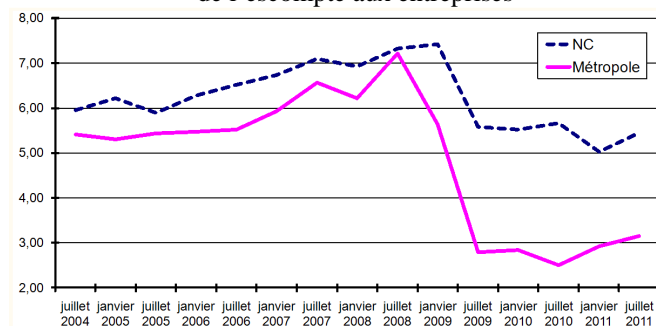
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2009	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,28%	5,02%	4,75%	4,63%	4,63%	-0,12 pt	-
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	17,03%	17,17%	17,91%	18,28%	-	-17,91 pt	-18,28 pt
Découverts.....	10,30%	10,51%	10,28%	11,20%	9,36%	-0,92 pt	-1,84 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,38%	6,99%	6,44%	6,15%	6,06%	-0,38 pt	-0,09 pt
TMPG.....	6,40%	6,21%	5,85%	5,74%	5,61%	-0,24 pt	-0,13 pt
Déclarations (en nb).....	4 415	4 316	5 295	4 159	5 603	5,8%	34,7%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

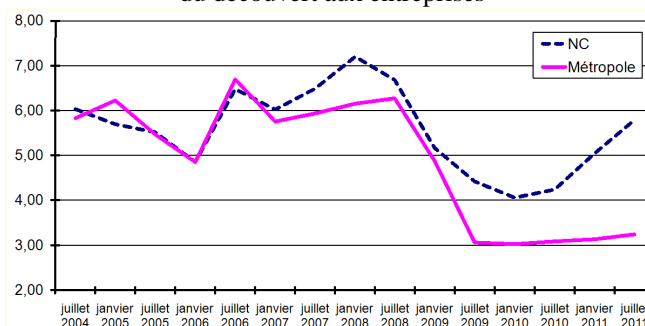
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2009	janvier/février 2010	juillet/août 2010	janvier/février 2011	juillet/août 2011	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	5,57%	5,52%	5,66%	5,03%	5,45%	-0,21 pt	0,42 pt
Découvert.....	4,42%	4,06%	4,24%	5,05%	5,79%	1,55 pt	0,74 pt
Autres court terme.....	4,72%	4,61%	4,80%	3,84%	4,78%	-0,02 pt	0,94 pt
Ensemble court terme.....	4,94%	4,77%	4,94%	4,89%	5,46%	0,52 pt	0,57 pt
Moyen et long terme.....	4,65%	4,39%	4,32%	4,58%	4,58%	0,26 pt	-
TMPG.....	4,83%	4,62%	4,70%	4,77%	5,07%	0,37 pt	0,30 pt
Déclarations (en nb).....	2 216	1 743	2 077	1 490	2 004	- 3,5%	-100,0%

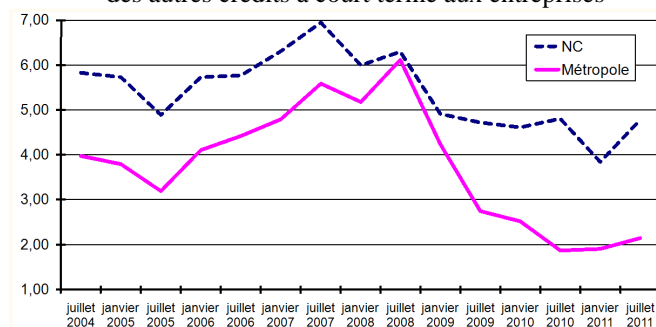
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



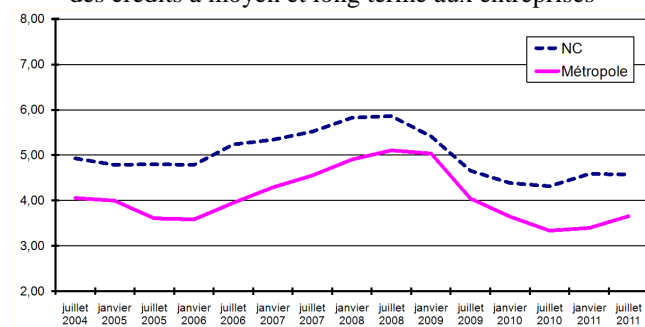
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement (AFD) ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée correspond à la nomenclature statistique nationale d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, NAF 2008) :

Code	Section	Division
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1 à 3
B	Industries extractives	5 à 9
C	Industrie manufacturière	10 à 33
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36 à 39
F	Construction	41 à 43
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45 à 47
H	Transports et entreposage	49 à 53
I	Hébergement et restauration	55 à 56
J	Information et communication	58 à 63
K	Activités financières et d'assurance	64 à 66
L	Activités immobilières	68
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69 à 75
N	Activités de services administratifs et de soutien	77 à 82
O	Administration publique	84
P	Enseignement	85
Q	Santé humaine et action sociale	86 à 88
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90 à 93
S	Autres activités de services	94 à 96
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	97 à 98
U	Activités extra-territoriales	99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 8 décembre 2011
Dépôt légal : décembre 2011 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03